



JEUDI 9 JUILLET 2020

« Si la volonté divine était si puissante il y aurait des arbres sur la lune. » J-P

- ▶ **Le pic pétrolier, on y revient.** p.1
- ▶ **Pourquoi le pétrole du Bakken ne reviendra peut-être pas** (Nick Cunningham) p.3
- ▶ **Le pari d'Exxon sur les biocarburants à base d'algues s'effondre** p.5
- ▶ **Traitement des eaux usées** (Alice Friedemann) p.7
- ▶ **Nouvelle année pour l'Amérique latine : la production est inférieure à la consommation** (Antonio Turiel) p.10
- ▶ **Matthieu Auzanneau de The Shift Project à propos du pic pétrolier en Europe d'ici 2030 : « si on sort du pétrole pour le climat, nous sommes sauvés de Mad Max »** p.16
- ▶ **« Le recyclage se nourrit du jetable et contribue à perpétuer son utilisation »** p.19
- ▶ **La faim pourrait tuer 12 000 personnes par jour à la fin de l'année** p.21
- ▶ **Frydman, promoteur infatigable de la PMA** (Michel Sourrouille) p.22
- ▶ **MAYDAY MAYDAY MAYDAY** (Patrick Reymond) p.23

SECTION ÉCONOMIE

- ▶ **L'économie américaine en quatre mots : Néoféodal, Extorsion, Déclin, Effondrement** (C-H Smith) p.26
- ▶ **Des nouvelles du crash boursier à venir entre le 15 juillet-15 août »!** (Charles Sannat) p.31
- ▶ **La richesse mondiale de 325 000 milliards \$ va imploser** p.32
- ▶ **Cette fois-ci, les gouvernements ne sauveront pas le monde** p.33
- ▶ **« Pour la Commission européenne la récession sera plus forte et le rebond moins marqué que prévu ! »** (Charles Sannat) p.33
- ▶ **Pour le directeur du FBI la Chine est la « plus grande menace » pour la propriété intellectuelle et la vitalité économique des États-Unis !** (Charles Sannat) p.36
- ▶ **Humeur: L'objectif n'est pas de gagner le combat contre les forces de régression mais de maîtriser le peuple, de le maintenir dans la dépendance .** (Bruno Bertez) p.38
- ▶ **Conseils aux petits entrepreneurs. Le maître mot: fragilisation. Le vrai choc est à venir.** (Bruno Bertez) p.40
- ▶ **Défaillances allemandes** (Michel Santi) p.42
- ▶ **Banques centrales + transition énergétique : la fin de l'économie de marché ?** (Philippe Herlin) p.42
- ▶ **La crise du coronavirus a encore intensifié la guerre contre le cash (2/2)** p.44
- ▶ **En avant les histoires !** (Bruno Bertez) p.46
- ▶ **Un « progrès » qui étouffe la croissance** (Bill Bonner) p.48

<<>> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>

Le pic pétrolier, on y revient.

Tribune publiée dans le journal économique belge, L'Echo, le 02 juillet 2020.

ASPO France , Posted le juillet 2, 2020 par [pbrocorens](#)



Le pétrole est non-renouvelable à l'échelle humaine. Sa production est au départ nulle, puis augmente (c'est la phase que l'on vit depuis 150 ans), atteint un maximum appelé « pic pétrolier », enfin décline sous l'action de contraintes naturelles et humaines. C'est pourquoi on extraira du pétrole peut-être encore 150 ans, mais moins chaque année, et à des coûts croissants : il y a d'abord eu le pétrole conventionnel, puis les pétroles des sables bitumineux et de schiste, peut-être suivront les schistes bitumineux.

Le pétrole conventionnel a atteint son pic le premier, vers 2008. Il représentait alors 90% de la production mondiale. Par manque d'anticipation, le prix du baril flamba jusqu'à 150 \$, crevant la bulle immobilière américaine et précipitant la crise financière. Une fois l'économie relancée, il remonta au-dessus de 100 \$, grevant l'économie cinq ans de plus. Pendant ce temps, la conscientisation du monde politique avançait pas à pas : les trois régions votèrent une résolution « pic du pétrole », le Parlement wallon créa un « comité pic du pétrole » et mena en 2013 une enquête publique sur le pic pétrolier et les implications pour la Wallonie. Entretemps, les politiques monétaires issues de la crise financière inondaient de capitaux l'industrie du pétrole de schiste américain. La production explosait, et en 2014, le prix du baril s'effondra, laissant croire à un retour durable des prix bas : les résolutions pic du pétrole furent oubliées, le comité du Parlement wallon fut dissous. Pourtant, le débit des puits de pétrole de schiste chute si vite – sans nouveaux forages, la production aux USA se réduirait de moitié en un an – que les investissements lourds sont récurrents, reportant sans cesse la rentabilité et obligeant à réinjecter des capitaux chaque année. Ainsi, le pétrole bon marché est une anomalie, mais qui aura duré suffisamment pour faire oublier le pic pétrolier.

A la veille de la pandémie, les perspectives d'offre pétrolière à l'horizon 2025 étaient préoccupantes : le conventionnel étant sur un plateau, pour équilibrer le marché, la production de pétrole de schiste US devait fortement augmenter – éventuellement doubler. Ensuite, elle allait plafonner avant d'entrer en déclin. Or, la chute de prix due au coronavirus fragilise davantage l'industrie du pétrole de schiste et réduit l'investissement nécessaire pour freiner le déclin du conventionnel. Face au futur déclin combiné des pétroles conventionnel et de schiste, la capacité à déployer d'autres pétroles dans les temps, aux volumes requis, et à coût raisonnable est incertaine ; le risque de pic pétrolier resurgit.

Les solutions pour faire face au pic pétrolier sont celles pour le climat : substitution, efficience, sobriété. Mais au contraire des actions climatiques qui entraînent au gré des compromis, le pic pétrolier risque de provoquer une marche forcée vers le sevrage, avec des prix volatils et des tensions géopolitiques croissantes. C'est pourquoi nous recommandons quatre mesures :

- Améliorer la connaissance du pic pétrolier par l'Etat et le public, afin que tout un chacun évalue les effets sur sa vie et prenne ses dispositions.
- Intégrer le pic pétrolier dans les politiques énergétiques. En Europe, le charbon doit être abandonné pour le climat, les gisements de gaz s'épuisent, et certains pays sortent du nucléaire au moment où se profile le déclin mondial du pétrole. Pourra-t-on gérer ces déclinés combinés ?
- Se préparer à l'éventualité d'une croissance économique nulle ou négative sur de longues périodes. En 2004-2008, il a suffi que la production pétrolière stagne 4 ans pour que le baril s'envole à 150 \$ et que la croissance économique européenne s'arrête. Vu le couplage fort PIB/consommation de pétrole, les

efforts de réduction de consommation à faire chaque année pendant des décennies pourraient freiner durablement la croissance.

- Agir aujourd'hui et avec des marges de manœuvres plutôt que demain sous la contrainte.

Les plans massifs déployés aujourd'hui pour sauver entreprises et emplois impactés par le coronavirus seront probablement à nouveau nécessaires demain pour affronter le pic pétrolier. Les états en seront-ils encore capables ? Evitons donc de gaspiller l'argent public dans des secteurs pétro-dépendants, en exigeant des engagements pour réduire la dépendance pétrolière, tels que la relocalisation. Pérennisons les dynamiques positives précipitées par la crise sanitaire, tels que le télétravail et l'achat d'aliments locaux. Et investissons massivement pour réduire la consommation de pétrole, comme isoler les bâtiments et décarboner les transports. Vu le poids du pétrole dans le mix énergétique européen – un tiers –, les choix doivent être dictés par l'ampleur des quantités d'énergie en jeu: l'impact doit être massif pour espérer gérer le déclin pétrolier.

Ne gaspillons pas l'opportunité d'enseignement créée par le coronavirus, et évitons de redémarrer sur des bases pétro-dépendantes, au risque de voir succéder à la crise sanitaire la crise pétrolière.

P. Brocorens, Chimiste à l'UMONS, Président d'[ASPO Belgique](#)

M. Lebrun, ex-Ministre wallon et Président du comité pic de pétrole au parlement wallon

J. Laherrère, Président d'ASPO France, ex-Directeur des techniques d'exploration de Total

P.-R. Bauquis, Géologue, Professeur TPA, ex-Directeur stratégie de Total

Y. Mathieu, Géologue, Expert réserves mondiales d'hydrocarbures, IFP jusqu'en 2010.

O. Rech, Consultant, Economiste à l'IFP (2000-2006), AIE (2007-2009)

J. Ropers, Président de GEP-AFTP ([aujourd'hui Evolen](#)) en 2010-2015

P. Cornet, Maître de conférence à l'ULiège, ex-Directeur exploration à Petrofina

M. R. Smith, CEO Globalshift Ltd., ex-Directeur exploration de Sun Oil

F. Tournier, Géologue exploration de [Neptune Energy](#)

P. Labat, Consultant et Producteur pétrolier indépendant

J. Verdier, ex-Directeur général de Technip

J.-B. Godinot, Fonctionnaire, initiateur de la carte blanche

C. Campbell, Géologue, ex-Vice-président exécutif de Fina Norvège

R. Miller, Consultant pétrolier, ex-Géologue BP, Administrateur d'ODAC

R. Bentley, Petroleum Analysis Centre

Pourquoi le pétrole du Bakken ne reviendra peut-être pas

Par Nick Cunningham - 07 juillet 2020, OilPrice.com



Le schiste de Bakken est déjà en déclin en raison des difficultés financières et du ralentissement du marché pétrolier, mais la fermeture éventuelle de l'oléoduc Dakota Access pourrait empêcher tout rebondissement.

L'oléoduc de 570 000 barils par jour transporte le pétrole de Bakken vers le Midwest. Lundi, un juge fédéral a ordonné la fermeture de l'oléoduc dans les 30 jours suivant l'annulation de l'autorisation du projet. Energy Transfer a immédiatement fait appel pour un "sursis provisoire", mais mardi, le juge James Boasberg du tribunal de district américain a rejeté cette demande.

Energy Transfer va quand même déposer un appel conventionnel pour suspendre l'ordonnance du juge, et la société y donnera certainement suite le plus rapidement possible. Mais on ne sait pas avec quelle rapidité le juge y répondra. Entre-temps, il a ordonné la vidange de Dakota Access d'ici le 5 août.

Même si un sursis est accordé, la pause pourrait être "de courte durée", a écrit ClearView Energy Partners dans une note aux clients. L'entreprise a cité un autre cas impliquant une ligne de transmission électrique qui a obligé le Corps des ingénieurs de l'armée à entreprendre une étude d'impact environnemental après l'achèvement du projet.

"En d'autres termes, même les juristes conservateurs peuvent soutenir une décision de justice qui trouve que les études environnementales de l'agence sont défectueuses et devraient être suspendues pendant qu'elles sont refaites", a écrit ClearView Energy Partners. "L'horizon de Dakota Access pourrait s'assombrir", a ajouté le cabinet.

En supposant que Dakota Access se mette hors ligne et se soumette à une évaluation environnementale, ce qui pourrait prendre la majeure partie d'une année, le processus s'éternisera dans une éventuelle administration Joe Biden. A ce moment-là, le corps d'armée, sous une nouvelle direction, pourrait changer de position, tuant le pipeline.

Le temps nous le dira, mais dans l'intervalle, la fermeture temporaire est une énorme victoire pour la tribu des Sioux de Standing Rock. "Cet oléoduc n'aurait jamais dû être construit ici. Nous leur avons dit cela dès le début", a déclaré le président de la tribu, Mike Faith.

En rapport : La Chine conclut un accord militaire avec l'Iran dans le cadre d'un plan secret de 25 ans

Si Dakota Access est contraint de fermer définitivement, cela pourrait anéantir tout espoir de l'industrie pétrolière de relancer la production dans les Bakken. Sans l'oléoduc, une grande partie de la production de Bakken devrait revenir à la pratique consistant à transporter de gros volumes par rail.

"Je pense que tout le monde est en train de mettre au point son plan de match, et s'ils ont des wagons-citernes, ils remercieront probablement leur bonne étoile", a déclaré à Reuters une source qui connaît bien les opérations ferroviaires de Bakken.

Cependant, une ruée soudaine sur le transport de pétrole par rail augmentera le risque de déraillements et d'explosions. Au début du boom des schistes de Bakken, il était trop fréquent que les trains de pétrole déraillent et explosent, ce qui leur a valu le surnom de "trains de la bombe". Le retour des cargaisons de trains de pétrole augmenterait les risques de sécurité.

En attendant, comme il est plus coûteux de mettre le pétrole sur les rails, le brut de Bakken devrait être écarté pour que le processus ait un sens.

Déjà, la région bénéficie d'une remise plus importante. Peu après la décision de justice ordonnant la fermeture de Dakota Access, le prix du pétrole de Bakken au centre de Clearbrook, dans le Minnesota, a baissé. Par rapport au WTI, le rabais est passé de 1,15 \$ à 2,75 \$ le baril, selon Bloomberg, ce qui représente la plus forte baisse depuis le mois de mai.

En rapport : La mort de l'industrie automobile de 2 000 milliards de dollars arrivera plus tôt que prévu

Le Bakken ralentissait déjà avant la pandémie. Des années d'encre rouge de la part des foreurs de schiste ont aigri les investisseurs sur l'ensemble de l'entreprise de fracturation, mais c'est particulièrement vrai dans le Bakken. Par exemple, Continental Resources, qui a une présence importante dans le Bakken, a vu le prix de son action chuter de moitié entre fin 2018 et fin 2019.

La production du Bakken a atteint un pic en octobre et novembre de l'année dernière, avec un peu plus de 1,5 million de barils par jour (mb/j), avant de retomber à 1,43 mb/j en février, juste avant que la pandémie mondiale ne secoue le marché.

Comme la région du Dakota du Nord a une capacité de stockage bien inférieure à celle du Texas et de l'Oklahoma, les foreurs de Bakken ont été immédiatement pressés lorsque le marché s'est effondré, les obligeant à fermer des milliers de puits. L'EIA prévoit que la production de Bakken tombera en dessous de 1 mb/j en juillet.

Une source d'un producteur de pétrole non nommé de Bakken a déclaré que la production totale de la région devra baisser à 950 000 bpj en août si Dakota Access ferme. Au début de cette semaine, le cours de l'action de Continental a chuté de plus de 15 %, ce qui reflète l'impact négatif de la fermeture du DAPL.

"La production de pétrole brut va être bloquée au Dakota du Nord", a déclaré à Reuters Sandy Fielden, directeur de la recherche sur le pétrole et les produits pétroliers chez Morningstar. "Il va y avoir une congestion et cela va entraîner des réductions du prix du brut de Bakken au WTI."

Le pari d'Exxon sur les biocarburants à base d'algues
s'effondre

[Jean-Pierre : il faut que le message soit très clair : **PRODUIRE DE L'ÉNERGIE CARBONNÉ** (tous les types d'huile de plantes, de pétrole à partir du recyclage du plastique, de l'hydrogène, etc etc etc **À PARTIR DE ZÉRO NE PEUT QU'AVOIR UN EROI DÉSASTREUX**. Dépenser beaucoup l'énergie pour produire de l'énergie ne peut pas fonctionner. Tous ces produits énergétiques (pas plus que la production d'électricité sous toutes ses formes) ne peuvent remplacer le pétrole.]

À la fin des années 2000, le Big Oil dirigé par Royal Dutch Shell (NYSE : RDS.A), BP Plc. (NYSE : BP), ExxonMobil (NYSE : XOM) et Chevron (NYSE : CVX) ont fait croire que le biocarburant à base d'algues était le carburant de l'avenir, injectant des centaines de millions de dollars dans l'industrie émergente avec des promesses de décarbonisation et d'innovation énergétique. Plus d'une décennie plus tard, le rêve des biocarburants à base d'algues est resté un rêve, avec pratiquement tous les grands acteurs sauf Exxon, qui ont mis fin à leurs projets coûteux.

En 2009, Exxon s'est lancée dans la course aux biocarburants à base d'algues en faisant équipe avec la jeune entreprise de biotechnologie Synthetic Genomics Inc. et en annonçant son intention d'investir plus de 600 millions de dollars dans le projet d'énergie propre. Exxon avait de nobles ambitions pour produire du biocarburant à base d'algues dans un délai de dix ans, mais a ensuite repoussé l'ETA en 2018 en disant qu'elle prévoyait de produire 10 000 barils de biocarburants à base d'algues par jour d'ici 2025.

Exxon est aujourd'hui la seule supermajor pétrolière et gazière qui continue à produire des biocarburants à base d'algues de manière importante, la société affirmant sur son site web avoir investi ~250 millions de dollars dans la recherche sur les biocarburants au cours de la dernière décennie.

Cependant, il faudra de sérieux efforts d'ingénierie financière pour que les biocarburants à base d'algues d'Exxon soient compétitifs dans cette ère de 30 à 40 dollars par baril de pétrole ou pour que la société convainque ses détracteurs qu'il ne s'agit pas d'une simple tentative d'éco-blanchiment.

L'avenir de l'énergie ?

~~Pour être juste, les biocarburants à base d'algues ne sont pas une si mauvaise idée.~~

Les algues présentent des avantages évidents par rapport aux autres candidats aux biocarburants, principalement parce que ces micro-organismes photosynthétiques sont très efficaces pour convertir la lumière du soleil en biomasse, ont une teneur élevée en lipides pouvant atteindre 80 % pour certaines variétés et sont plus polyvalents que, par exemple, le maïs, une culture commune pour les biocarburants. En effet, ce sont les lipides d'algues anciennes, et non les dinosaures fossilisés, qui sont responsables du pétrole brut que ces entreprises pompent. D'un point de vue technique, les efforts financés par les compagnies pétrolières pour transformer les algues en carburant ont été largement couronnés de succès. Cependant, il s'est avéré très difficile de rendre les biocarburants à base d'algues compétitifs par rapport au pétrole brut.

Le pétrole était à environ 100 dollars le baril au plus fort de l'engouement pour les biocarburants à base d'algues, et même les agences gouvernementales ont financé la recherche sur les algues. Mais il devient de plus en plus évident que nous aurions pu entrer dans l'ère du "Low Forever" avec des prix du pétrole qui resteraient déprimés pendant des années, voire des décennies. En effet, un employé de l'entreprise de bioproduits à base

d'algues Cellana a déclaré à BI que le prix du brut devrait être d'environ 500 dollars le baril pour que les biocarburants à base d'algues soient compétitifs.

Plusieurs scientifiques ont remis en question l'économie des biocarburants à base d'algues d'Exxon et ont qualifié d'irréalistes les perspectives de commercialisation de biocarburants à base d'algues au cours de la prochaine décennie. D'autres ont qualifié les efforts d'Exxon en matière d'algues de mascarade de relations publiques.

D'autres encore se sont montrés à l'extrême limite du pendule.

Il y a quelques années, Exxon a publié un article sur le site web du New York Times intitulé "The Future of Energy ? It May Come From Where You Least Expect" (L'avenir de l'énergie ? Elle peut venir de là où vous vous attendez le moins), où l'entreprise vantait ses avancées en matière de biocarburants à base d'algues. Malheureusement, cet article était considéré comme un exemple de plus de l'évolution du déni climatique d'Exxon et a mis le géant pétrolier en difficulté.

Le procureur général du Massachusetts, Maura Healey, a rapidement intenté un procès à Exxon Mobil, alléguant que la commercialisation par Exxon de produits pétroliers "verts" sous des marques phares comme Mobil 1 et Synergy était une tentative à peine voilée de tromper les consommateurs sur le rôle de ses produits dans le changement climatique. L'AG a déclaré que l'utilisation fréquente par Exxon de la section éditoriale du New York Times visait à "...changer la perception du public et était l'une des utilisations régulières - en l'occurrence, hebdomadaire - des médias les plus importantes et les plus longues de l'histoire moderne des États-Unis pour influencer l'opinion publique et les parties prenantes".

Healey a contesté le fait qu'Exxon ait omis de mentionner que 10 000 barils de biocarburants à base d'algues ne représentaient que 0,2 % de la capacité de raffinage de la société.

Réduction de la valeur des actifs

Les algues fabriquent d'autres produits tels que des protéines et des acides gras oméga-3 qui sont bien plus précieux que le diesel. Exxon pourrait devoir modifier son modèle commercial et se concentrer sur ces produits de grande valeur et vendre le carburant qui en résulte comme un sous-produit.

Elle pourrait aussi simplement amortir ses actifs de biocarburants à base d'algues. Mais bonne chance, étant donné qu'elle s'est obstinée à refuser de suivre l'exemple de Shell et de BP, qui ont amorti environ 40 milliards de dollars de leurs actifs de schiste à la suite du krach pétrolier.

Traitement des eaux usées

Alice Friedemann Posté le 9 juillet 2020 par energyskeptic

Préface. Avant le traitement des eaux usées, les villes étaient des trous d'enfer d'odeurs nauséabondes provenant des déchets humains en décomposition, des effluents industriels et des ordures. Peu de gens vivaient au-delà de 50 ans en raison des nombreuses maladies d'origine hydrique. En fait, les systèmes de traitement des eaux usées et de l'eau sont la principale raison pour laquelle la durée de vie a presque doublé (Garrett 2001). Voici quelques-unes des maladies que l'on peut contracter en buvant de l'eau non traitée : Infection à adénovirus, amibiase, campylobactériose, cryptosporidiose, choléra, E. Coli 0157:H7, giardiase, hépatite A, légionellose,

salmonellose, infection à Vibrio, gastro-entérite virale, amibes vivant en liberté (ADHS). Pour la liste complète des maladies d'origine hydrique, voir le post Les maladies d'origine hydrique vont augmenter avec la baisse de l'énergie.

La quasi-totalité des infrastructures d'assainissement ont dépassé leur durée de vie, une bonne façon de dépenser le pétrole bon marché restant avant qu'il ne devienne rare.

Les eaux usées sont également un moyen de restituer les nutriments au sol, en particulier le phosphore fini, qui est consommé et excrété, traité et perdu dans les océans et les autres voies navigables.

Aujourd'hui, le déplacement des boues des stations d'épuration des villes fonctionne grâce à une énergie bon marché. Dans la future crise énergétique, cela ne sera pas possible.

Vous trouverez ci-dessous deux articles, l'un sur les boues d'épuration pour les cultures et l'autre sur la corrosion des eaux usées.

Perkins, T. 2020. Des questions subsistent quant à l'utilisation des eaux usées traitées dans les exploitations agricoles. L'utilisation des biosolides dans l'agriculture est de plus en plus critiquée comme une menace potentielle pour la santé et l'environnement. Salon.



Les déchets humains sont une substance riche en nutriments que les agriculteurs du monde entier répandent sur les terres cultivées depuis des siècles. Chaque jour, environ 20 millions de gallons d'eaux usées se déversent dans les stations d'épuration de la ville de Tacoma. L'eau est séparée, traitée et rejetée dans le Puget Sound, qui laisse derrière lui des boues - un mélange d'excréments humains, de déchets industriels et de tout ce qui finit dans les égouts. Les usines traitent ensuite le produit pour réduire les agents pathogènes, les bactéries, les métaux lourds et les odeurs, et le transforment en un engrais appelé biosolides, qui est riche en phosphore, en azote et en d'autres éléments nutritifs qui aident les plantes à pousser.

Plus de 50 % des quelque 130 millions de tonnes humides de boues produites chaque année au niveau national sont traitées et appliquées sur moins de 1 % des terres cultivées. En tant qu'engrais, elles sont populaires car la plupart des stations d'épuration les donnent gratuitement ou à des prix inférieurs à ceux des engrais synthétiques.

Le Sierra club note qu'il peut contenir jusqu'à 90 000 produits chimiques fabriqués par l'homme et nous ne savons pas quels nouveaux produits chimiques sont fabriqués en synergie en les combinant. Il n'est pas certain que les biosolides soient sans danger.

L'une des pièces les plus controversées du puzzle des eaux usées est le fait que les usines, les abattoirs et autres installations industrielles sont autorisés à déverser leurs déchets dans le réseau d'égouts financé par les contribuables.

Des tests de plus en plus nombreux permettent de détecter des niveaux de substances per- et polyfluoroalkyles (PFAS) qui inquiètent les autorités sanitaires et le public.

Avant la loi de 1972 sur la propreté de l'eau, l'industrie des déchets la brûlait en grande partie, mais cela enfreint souvent la loi sur la propreté de l'air, a déclaré M. Lewis. Les municipalités ont également essayé de les déverser dans l'océan, mais cela a créé de grandes zones mortes. Puis, en 1993, l'EPA a approuvé une proposition visant à l'épandre sur le sol après l'avoir traité. Les boues qui ne sont pas transformées en biosolides sont mises en décharge ou incinérées - deux méthodes coûteuses par rapport à l'épandage sur les terres agricoles.

L'EPA exige seulement que neuf polluants - tous des métaux lourds - soient retirés des biosolides, ainsi que les agents pathogènes vivants tels que E. coli et Salmonella. Les boues peuvent être traitées par séchage à l'air, pasteurisation ou compostage. La chaux est souvent utilisée pour augmenter le niveau de pH afin d'éliminer les odeurs, et environ 95 % des agents pathogènes, des virus et d'autres organismes sont tués au cours du processus, selon les responsables de l'industrie de la gestion des déchets.

Pikaar, I. et al. 2014. Réduire la corrosion des égouts par une gestion intégrée des eaux urbaines. Science 345 : 812-814

Les réseaux d'égouts comptent parmi les infrastructures les plus critiques pour les sociétés urbaines modernes et assurent une protection essentielle de la santé humaine. La corrosion des égouts en béton sulfuré coûte des milliards de dollars par an et a été identifiée comme l'une des principales causes de la détérioration des égouts dans le monde. L'ajout de sulfate d'aluminium lors de la production d'eau potable contribue considérablement à la charge en sulfate des eaux usées et constitue indirectement la principale source de sulfure. Cette conséquence involontaire des structures de gestion des eaux urbaines pourrait être évitée en passant à des coagulants sans sulfate, avec des dépenses supplémentaires nulles ou seulement marginales par rapport aux importantes économies potentielles sur les coûts de corrosion des égouts.

Les réseaux d'égouts se corrodent à un rythme alarmant, ce qui coûte aux gouvernements des milliards de dollars à remplacer. Les différences entre les systèmes de traitement des eaux rendent difficile la recherche de la source du sulfure corrosif responsable de ces dommages.

Les réseaux d'égouts urbains collectent et transportent les eaux usées domestiques et industrielles par des canalisations souterraines jusqu'aux stations d'épuration des eaux usées pour éliminer les polluants avant leur rejet dans l'environnement. Ils protègent notre société urbaine contre les maladies transmises par les eaux usées, les conditions d'hygiène et les odeurs nocives et nous permettent ainsi de vivre dans des villes toujours plus grandes et plus densément peuplées. L'infrastructure actuelle des égouts souterrains est le résultat d'un énorme investissement au cours des 100 dernières années et plus, avec, par exemple, une valeur d'actif estimée à un trillion de dollars aux États-Unis (Brongers). Cela équivaut à environ 7 % de son produit intérieur brut actuel. Cependant, ces actifs sont gravement menacés, avec une perte annuelle d'actifs estimée à environ 14 milliards de dollars rien qu'aux États-Unis. La corrosion du béton due au sulfure est reconnue comme une cause principale de la détérioration des égouts dans la plupart des cas.

De nombreuses compagnies des eaux devront moderniser leurs infrastructures d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées au cours des 10 à 15 prochaines années, ce qui nécessitera d'énormes investissements en capital.

Références

ADHS. Maladies transmises par l'eau. Département des services de santé de l'Arizona.

Brongers, M. P. H., et al. 2002. "Drinking water and sewer systems in corrosion costs and preventative strategies in the United States". Publication de la Federal Highway Administration FHWA-RD-01-156, Département américain des transports, Washington, DC.

Garrett, L. 2001. Betrayal of Trust : L'effondrement de la santé publique mondiale. Hachette Books.

Nouvelle année pour l'Amérique latine : la production est inférieure à la consommation

Antonio Turiel Mercredi 8 juillet 2020

Chers lecteurs :

Une fois de plus, Demián Morassi nous propose un essai sur l'évolution de la production et de la consommation d'énergie en Amérique latine. Une analyse essentielle attendue chaque année et de plus en plus importante, car elle fournit des indices importants sur l'instabilité croissante dans la région et sur les raisons pour lesquelles elle ne semble pas vouloir s'améliorer dans un avenir proche.

Mais je ferais mieux de vous laisser avec Demián, qui vous expliquera mieux.

Salu2.

AMT

Nouvelle année pour l'Amérique latine : la production est inférieure à la consommation



Yermán Rojas (microfibre et aquarelle sur papier)

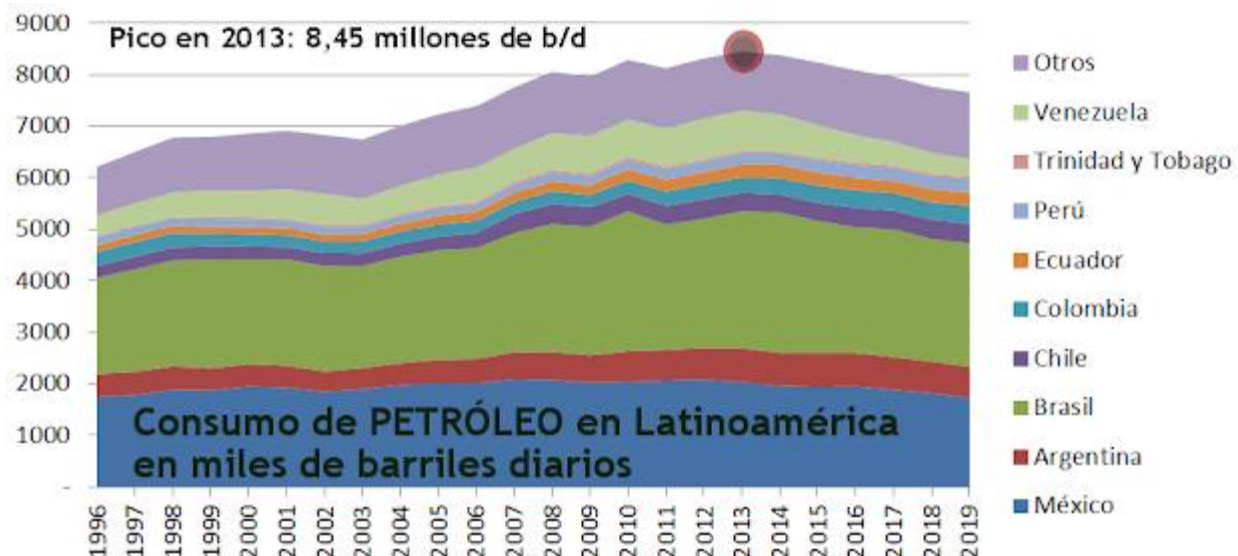
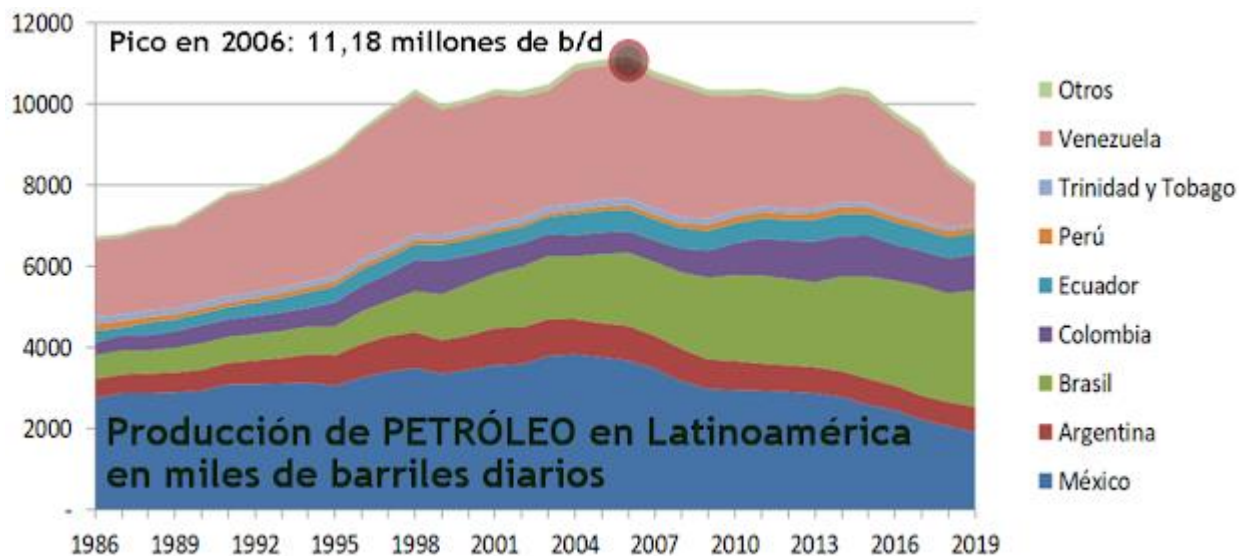
L'Amérique latine et les Caraïbes en 2019 ont connu plusieurs épisodes que l'on peut facilement qualifier de chaotiques : mesures politiques drastiques, mobilisations massives, crises politiques partout, élections perdues par les autorités, confrontations avec des arrestations, des blessures et des décès et même un coup d'État.

En arrière-plan se trouvent les problèmes économiques et politiques propres à chaque pays mais aussi les problèmes qui touchent la région en général. L'un des problèmes, pour nous, est le déclin de l'énergie. Pour comprendre ce déclin, il est toujours intéressant d'examiner les données fournies par le BP Statistical Review of World Energy.

La matrice énergétique

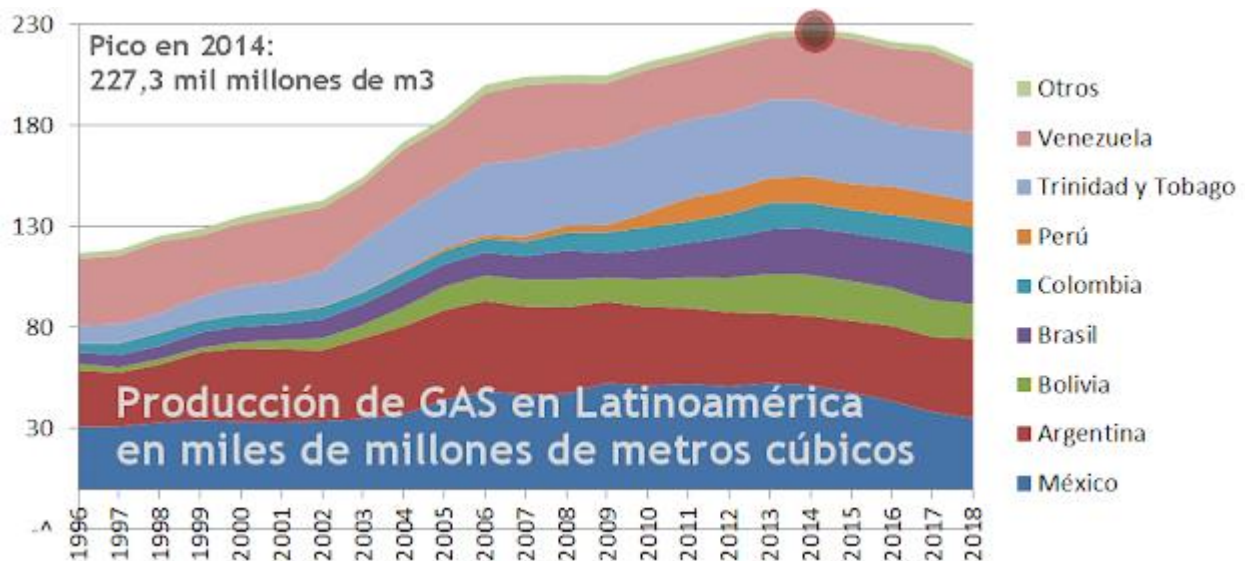
La région a une matrice énergétique très dépendante du pétrole (44,5 %) ; deuxièmement, elle dépend du gaz et, en troisième lieu, de l'énergie hydroélectrique (qui est la principale source de production d'électricité).

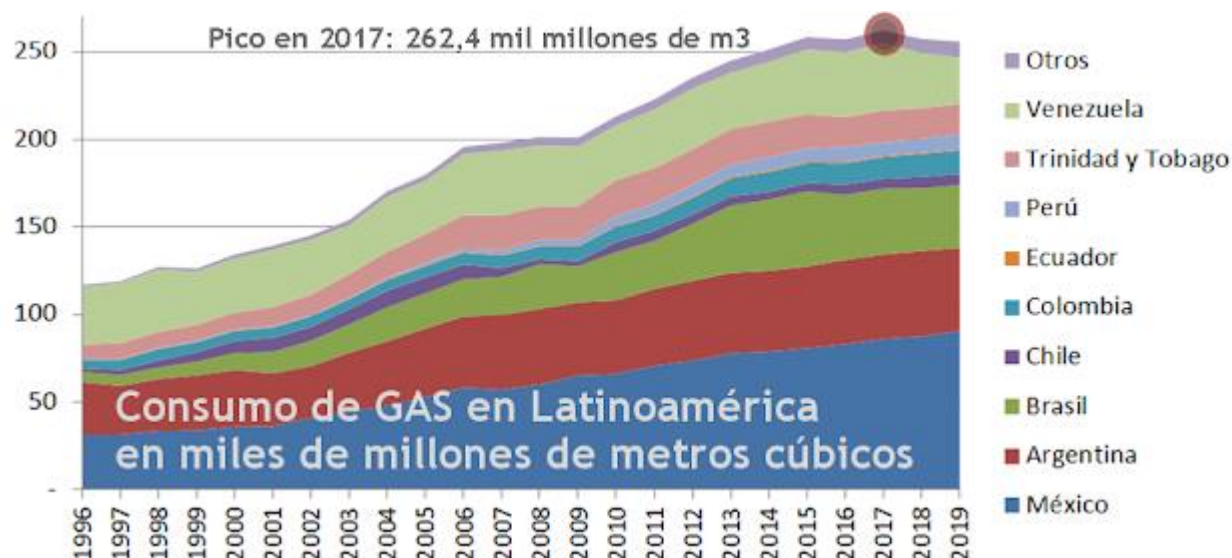
L'organisation productive autour du pétrole a ses logiques géologiques, géographiques et aussi historiques. Si nous nous arrêtons pour observer l'évolution de la production et de la consommation de pétrole au cours des dernières années, nous comprendrons que le déclin n'a pas grand-chose à voir avec les causes économiques, avec les problèmes de demande ou avec les changements d'habitudes. C'est une cause éminemment géologique.



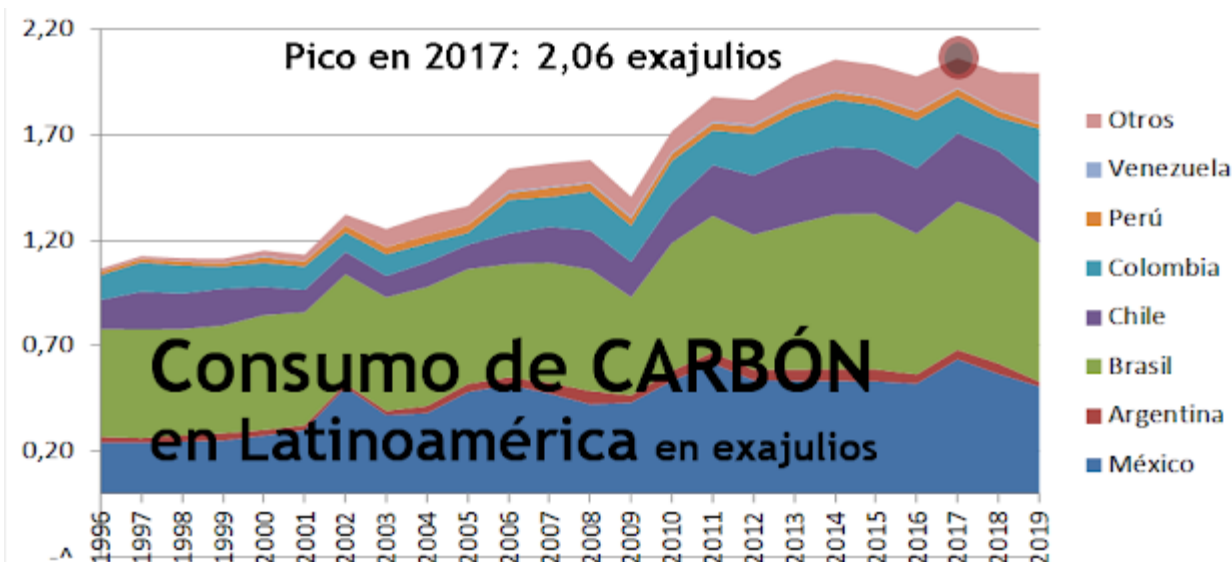
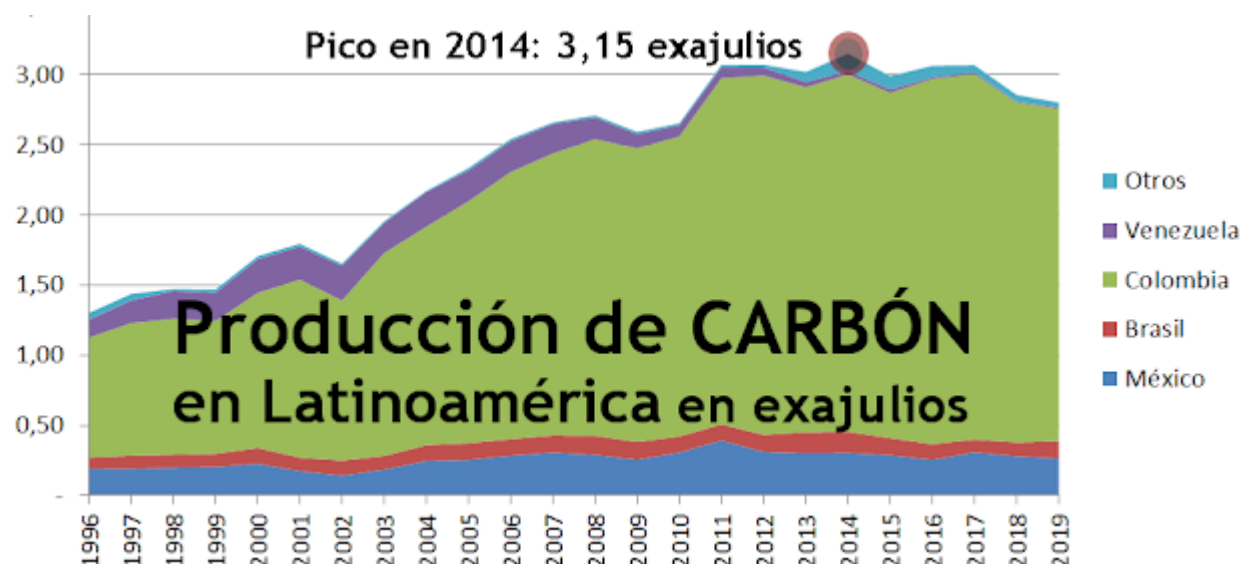
Les pays exportateurs n'ont guère remarqué ce problème jusqu'en 2015 car depuis le pic de 2006, le prix du pétrole brut n'a cessé d'augmenter, ce qui a permis de compenser les dollars perdus du fait de la baisse des quantités par les dollars gagnés grâce à l'augmentation du prix. Depuis l'effondrement du prix, les problèmes ont commencé à se faire sentir. Un point nodal concerne l'approvisionnement du marché intérieur, pas seulement pour les pays producteurs. Pour cela, les mesures ont été d'enregistrer avec plus de taxes ("gasolinazo" au Mexique en 2017), d'augmenter directement le prix (pour cette mesure le Premier ministre d'Haïti a dû démissionner en 2018) ou de supprimer les subventions ("paquetazo" en Équateur en 2019, mesure qui a été annulée après les protestations). Avec l'apparition de la pandémie, la consommation a chuté et liée à celle-ci, la production allait ralentir, au-delà du fait que la nouvelle normalité dans le monde du pétrole est en place depuis plusieurs années.

Les besoins en gaz sont inégaux dans la région, mais il est clair que cette source d'énergie en est venue à couvrir une variété d'utilisations à mesure que sa production relative augmentait et que les infrastructures de distribution s'amélioraient. Aujourd'hui, elle est indispensable dans de nombreux foyers pour le chauffage, la cuisine et la production d'eau chaude, mais aussi et surtout pour la production d'électricité. Deux petites économies sont très dépendantes de la production de cet hydrocarbure et son déclin pourrait changer complètement leur avenir : il s'agit de la Bolivie et de Trinidad et Tobago. D'autre part, le cas de l'Argentine est intéressant, qui a le gaz comme principal apport énergétique, et dans le but de développer l'extraction du gaz par fracturation à Vaca Muerta, elle a déplacé les fils de sorte que certaines entreprises abandonnent l'extraction du pétrole pour se concentrer sur cette région, en échange de meilleures subventions et de lois plus souples.





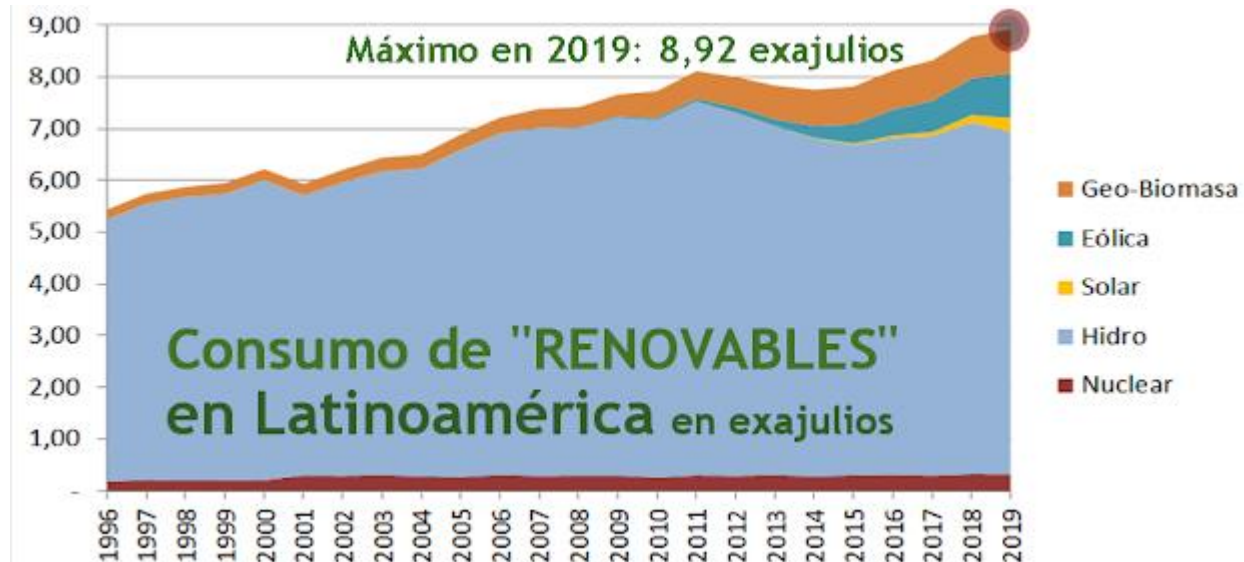
Mais le gaz et le charbon ont tous deux atteint leur pic de production en 2014. Cette coïncidence géologique nous conduit à un effet déjà moins risqué, qui est la baisse de la consommation de ces ressources (la même année, 2018).



Comme on peut le voir, il y a un pays ultra dépendant de sa production qui est la Colombie. Bien qu'elle n'ait pas connu une grande chute, son économie est et sera largement liée aux exportations de cette source d'énergie déjà en déclin. Nous sommes frappés par une augmentation de 55 % de la consommation de charbon dans les "autres" ; dans le détail du rapport, la région des Caraïbes semble être responsable, bien que nous n'ayons pas pu savoir à quel(s) pays elle se réfère.

Les énergies hors hydrocarbures.

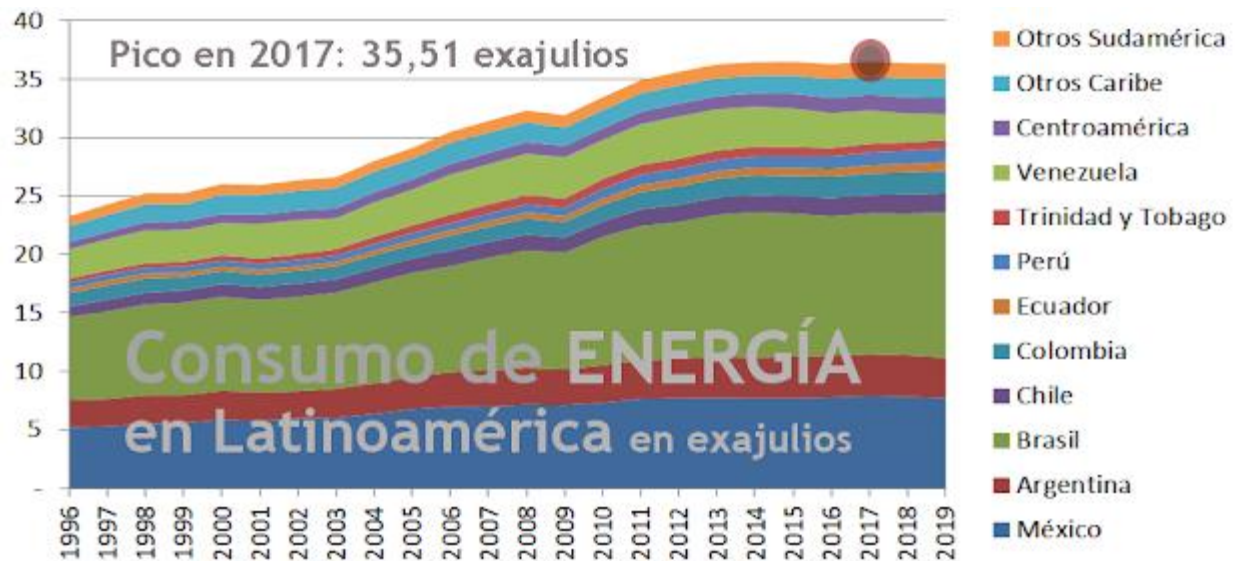
Alors que toutes les énergies dérivées des hydrocarbures ont atteint leur point culminant, de même que l'énergie hydroélectrique, les énergies alternatives (éolienne, solaire, géothermique et biomasse) commencent à se déployer à grande vitesse.



Pour l'utilisation de ces énergies, de nouvelles technologies ont été développées qui entraînent (et dépendent) de l'électrification du système technologique industriel. Pour les pays qui ne disposent pas d'hydrocarbures, elle a offert une sortie stratégique de la dépendance historique et un objectif de développement pour être compétitifs sur le plan technologique à l'avenir. L'Uruguay est déjà le quatrième pays au monde qui produit le plus d'électricité grâce à la combinaison éolienne-solaire (30 %). Cependant, ce que nous observons, c'est que le coût de ces infrastructures est élevé et les bénéfices énergétiques rares à court terme et nous ne savons toujours pas à long terme, ils ont des subventions et la propagande d'être "verts" ou "renouvelables" alors qu'en réalité ils sont un autre artifice du système industriel pour son maintien dans le temps. Il n'y a toujours pas d'exemple clair de l'utilisation de ces technologies pour réduire l'extraction et la consommation d'autres sources d'énergie qui affectent le système climatique, ce que nous pouvons observer est une augmentation de l'extraction de minéraux clés pour ces industries : lithium, cobalt, graphite et terres rares. Le Chili et l'Argentine sont les seuls pays à posséder (curieusement) 66,6 % des réserves mondiales et le Chili seul 55,5 %, bien qu'entre les deux nations, la production représente pour l'instant 29,8 % du total mondial. Quant au cobalt, le seul pays sur la liste est Cuba, qui possède 7,4% des réserves mondiales mais qui, heureusement pour son écosystème insulaire, ne produit que 4,8% du total. Le Brésil et le Mexique sont les seuls pays sur la liste de production de graphite (8,3% pour le premier et 0,4% pour le second) et le Brésil possède 22,8% des réserves mondiales. Le même pays possède 17,7 % des terres rares, bien que sa production soit inférieure à 0,5 % du total mondial.

Consommation totale d'énergie

Au début de cette année particulière, le pic de consommation d'énergie semblait se confirmer en 2017 mais on peut aussi le lire comme un plateau de sept ans à partir de 2013.



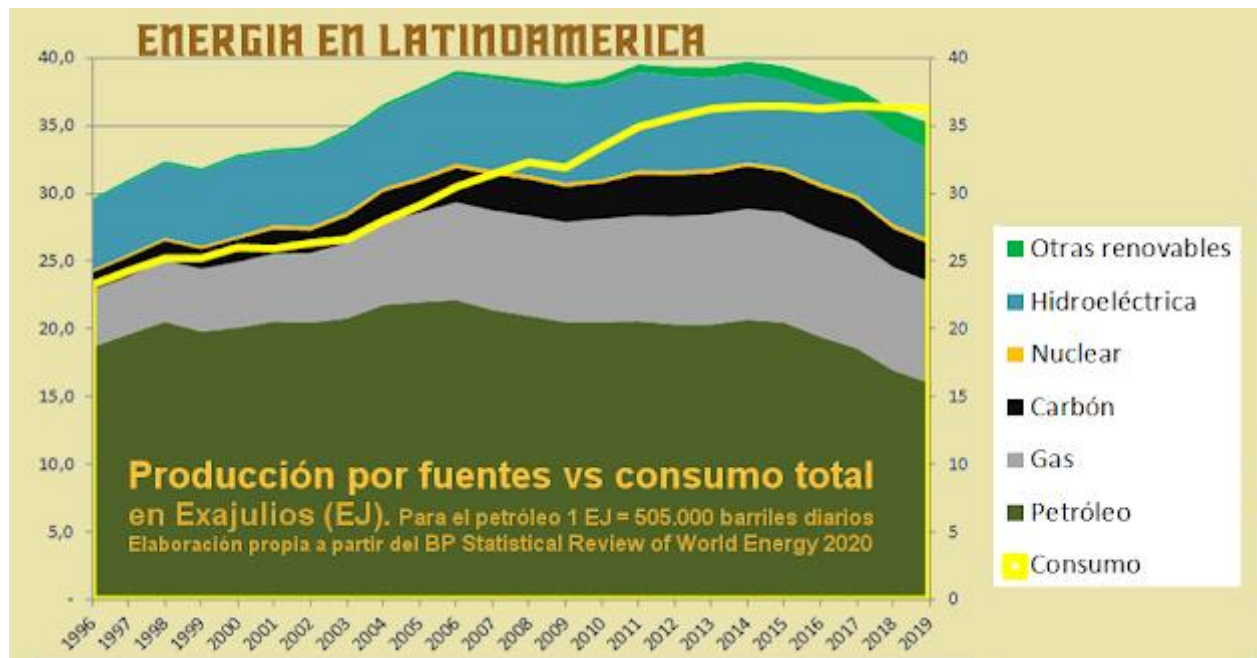
Si l'on tient compte du fait que la consommation d'énergie est un pilier fondamental pour comprendre le bien-être économique, on pourrait dire que, malgré la baisse de la production, la région a pu maintenir un niveau de consommation uniforme et que, par conséquent, on ne sait pas pourquoi 2019 a été si chaotique. On peut constater la même chose dans les graphiques concernant le PIB de la région, qui s'est maintenu même depuis 2014 (et même avec une légère augmentation vers 2018). Que s'est-il passé ? Bien qu'une partie de l'économie latino-américaine, et en particulier des Caraïbes, soit très liée à l'économie américaine, qui a connu une bonne croissance, le grand moteur du maintien du PIB et de la consommation d'énergie a été l'énorme dette. La dette extérieure de la région a doublé entre 2009 et 2018. Ces dollars qui ont cessé d'arriver à cause des exportations d'hydrocarbures ont commencé à arriver pour des crédits qui devaient être remboursés plus tard. Ainsi, en 2019, les gouvernements se trouvent obligés de consacrer un bon pourcentage du PIB au paiement des intérêts de ces dettes au lieu de les verser dans des améliorations pour la société comme c'était le cas jusqu'à il y a quelques années. Désormais, le secteur du travail et l'environnement devront payer le coût de l'endettement sans avoir pu développer des changements structurels majeurs. Avec ce mécontentement populaire en toile de fond, il est facile de comprendre qu'une mesure isolée peut être la goutte d'eau qui fait déborder le vase, se transformant en protestations de masse qui semblent n'avoir aucune solution pour les gouvernements, de sorte qu'un à un ils tomberont, et leurs remplaçants subiront plus ou moins le même sort.

En fait, si l'on tient compte de la croissance démographique, malgré le plateau que nous avons mentionné, tant le PIB que la consommation d'énergie par habitant ont diminué régulièrement et lentement.

Le côté positif

Nous comprenons que le problème climatique est un macro-problème qui entraînera toutes les autres crises. Il convient de rappeler que, pour réduire les effets du changement climatique, la seule solution éprouvée consiste d'abord à arrêter les émissions de gaz à effet de serre et, dans le même temps, à commencer à restaurer les écosystèmes vivants (qu'il s'agisse de forêts indigènes, de récifs coralliens ou d'autres écosystèmes fragiles). Nous constatons qu'en dépit de la sensibilisation du public à ce problème, aucun gouvernement n'a décidé de prendre des mesures efficaces pour lutter contre le déclin, même dans le cadre d'un plan à long terme. Par conséquent, le seul espoir qui ne soit pas naïf est qu'à grande vitesse la production d'hydrocarbures et leur consommation soient arrêtées en raison du déclin naturel des gisements eux-mêmes. En Amérique latine et dans

les Caraïbes, cela se produit (en 2019, les émissions de CO2 ont diminué de 1,15 %) mais comme ce n'est pas du domaine public, ni largement connu, nos gouvernements le présentent comme si la baisse était une parenthèse temporaire qui pourrait recommencer à tout moment. Chaque année où nous essayons de maintenir le même niveau de consommation deviendra un exercice plus coûteux pour la société dans son ensemble : déjà notre propre production ne peut pas soutenir cette demande stagnante.



L'épidémie de covid-19 a réussi à être un moyen d'arrêter la consommation d'énergie (surtout la plus inutile) mais le coût en précarisation de la vie et le coût en vies humaines dans la région a été catastrophique, non plus à cause de la géologie mais à cause d'une autre attitude, similaire en ampleur au problème énergétique, c'est-à-dire l'élaboration de politiques sans tenir compte des données de base pour atténuer les effets du problème.

La connaissance du déclin énergétique devrait être la pierre angulaire d'une politique économique à plus long terme, axée sur les besoins humains et environnementaux, qui sont fondamentaux pour maintenir une vie digne, moins dépendante des hauts et des bas mondiaux et avec un tissu social plus solide. Nous espérons que ces travaux contribueront dans ce sens.

Matthieu Auzanneau de The Shift Project à propos du pic pétrolier en Europe d'ici 2030 : « si on sort du pétrole pour le climat, nous sommes sauvés de Mad Max »

Propos recueillis par Julien Leprovost 08 Juil 2020



Raffinerie de pétrole au Koweït © Yann Arthus-Bertrand

L'Europe risque de faire face à une baisse conséquente de ses importations de pétrole dans la décennie à venir. C'est ce que le think-tank The Shift Project affirme dans [son dernier rapport](#). L'Europe dispose donc de 10 ans pour apprendre à se passer de pétrole. Retour sur le pic pétrolier européen avec Matthieu Auzanneau, directeur de The Shift Project, auteur du rapport et spécialiste des hydrocarbures.

Le dernier rapport du Shift Project affirme que l'Union européenne risque de connaître une contraction du volume total de ses sources actuelles d'approvisionnement en pétrole pouvant aller jusqu'à 8 % entre 2019 et 2030. Dans quelle mesure ce chiffre de 8 % est important ?

Sans être une prédiction, ce chiffre de 8 % décrit le risque encouru à court et moyen terme par l'Union européenne en ce qui concerne ses approvisionnements pétroliers. La production de pétrole facile à extraire se heurte à des limites géologiques, ces réserves sont de moins en moins disponibles. Il est possible que l'Europe subisse directement ou indirectement les conséquences d'un déclin de l'extraction du pétrole conventionnel au niveau mondial, d'autant plus que la demande en pétrole ne cesse d'augmenter. Tant que la transition énergétique entreprise au nom du climat n'est pas achevée, l'Europe, qui est le premier importateur mondial, risque de se faire rattraper par une pénurie de pétrole au niveau mondial.

Concrètement qu'est-ce cela signifie au quotidien ?

Le pétrole demeure le sang de l'économie mondiale et comme l'organisme croît, il a toujours besoin de plus de sang. Il faut apprendre à faire autrement en planifiant la sortie du pétrole. La production de la Russie, qui fournit 30 % du pétrole de l'Europe, décline car les champs se vident. Les compagnies peinent à trouver et exploiter de nouveaux gisements. Ce constat induit de nombreuses conséquences possibles sur le plan économique et géopolitique. En effet, le pétrole finance très largement le régime de Vladimir Poutine, qui n'est

pas le mahatma Gandhi. Dès lors, il convient de se demander ce que cela implique pour un régime plutôt belliqueux de voir sa première ressource économique se contracter. Il faut s'interroger sur le risque sécuritaire pour l'Europe et y voir une raison supplémentaire de ne plus dépendre ni du pétrole, ni de Monsieur Poutine.

Est-ce que cela revient à dire que les objectifs actuels de l'Union européenne pour réduire sa consommation d'énergie et diminuer ses rejets de gaz à effet de serre sont insuffisants ? Et donc qu'il faut les intensifier ?

Les objectifs fixés par l'Europe s'accordent avec les objectifs climatiques. Ils sont même un garde-fou, car si on sort du pétrole pour le climat, nous sommes sauvés de Mad Max et des limites géologiques. Les ambitions sont de bons points d'arrivée, mais il manque la façon de faire technique et politique pour les atteindre. Nous n'avons pas encore pris des mesures à la hauteur du défi parce que, malgré une intuition du danger largement partagée dans la société, nous rechignons à renoncer au pétrole. Or, apprendre à s'en passer revient à réussir une opération à cœur ouvert, pour assurer la survie de nos sociétés très voraces en énergie. L'accès à l'énergie surdétermine le système économique, social, politique et culturel.

Le pic pétrolier ne souffre-t-il pas de donner l'impression d'être une réalité toujours repoussée à cause de l'émergence des pétroles non conventionnels et l'incroyable volatilité du prix du pétrole ?

La vérité du pic pétrolier a été prononcée trop tôt. Ce n'est pas simple d'être un précurseur. Si le pic n'a pas encore été franchi au niveau mondial pour l'ensemble des carburants -et il le sera tôt ou tard-, le pic a bien été franchi pour le pétrole conventionnel. Ce pétrole-là, qu'on sait produire à des coûts raisonnables, le plus facile à produire en grande quantité, a franchi son pic en 2008 : ses réserves et sa production diminuent doucement mais sûrement, et de façon irréversible. Il représente les trois quarts du pétrole mondial. Le boom du pétrole de schiste aux États-Unis a masqué le phénomène. Certains ont conclu trop hâtivement qu'il n'y avait plus de problèmes. Pourtant le fait même d'être contraint à aller chercher les pétroles non-conventionnels est un symptôme de l'épuisement des ressources conventionnelles. Il faut savoir que, depuis le début du boom en 2008, la plupart des entreprises ayant recours à la fracturation pour exploiter le pétrole de schiste n'ont fait que perdre de l'argent ! De fait, il y a l'or noir du pétrole conventionnel, entré en déclin, et il y a ses ersatz que sont les pétroles non conventionnels. Nous sommes entrés dans l'ère où seuls les ersatz peuvent compenser le déclin de l'or noir.

Quelles ont été les réactions à la parution de ce rapport ?

Avec ce travail, le premier objectif est d'alerter les gens dont le métier consiste à prendre en compte les risques. Nous disons que cela vaut le coup d'être moins naïf et de tenir compte de l'expérience des décennies passées. L'Europe reste le premier importateur mondial de pétrole. Par exemple, si vous constatez que la production de pétrole en Algérie ou au Nigeria se tarit, cela dépasse la question du climat et rejoint les questions de stabilité géopolitique. Ces deux pays, où l'or noir est un pilier économique vacillant, peuvent connaître un scénario similaire à celui du Venezuela. Cela se répercuterait jusqu'en Europe tant sur le plan de l'approvisionnement en énergie, que sur le plan économique au sens large, ainsi que sur les plans politique, social et sécuritaire.

Que préconisez-vous afin que l'Union se prépare à cette réduction de ses approvisionnements en pétrole ?

S'affranchir du pétrole requiert des discussions concrètes et franches secteur par secteur, du transport au bâtiment, en passant par l'agriculture et l'industrie. Le sujet mérite de remettre en cause certains dogmes et certaines idées préconçues. Afin d'organiser la sortie du pétrole, il est nécessaire de parler de planification. Une stratégie systémique de lucidité fondée sur le pessimisme raisonnable doit voir le jour pour, non seulement pour lutter contre le dérèglement climatique, mais aussi pour revoir nos modes de vie. Les issues heureuses dans la manière de se déplacer, de se nourrir, de consommer ou de produire restent possibles. En France, nous avons la chance qu'une large part de nos concitoyens partage ce constat.

Dans ce contexte, quel regard portez-vous sur les propositions de la Convection Citoyenne pour le Climat ?

Elle propose de nombreuses mesures intéressantes. Aujourd'hui, le diagnostic et les outils ne manquent pas. Mais le plan de montage, c'est-à-dire des choix politiques clairs sur l'évolution qui concernent la voiture individuelle, les transports, l'alimentation, la production, continue de faire défaut. Les changements peuvent s'effectuer sans que cela représente un coût excessif, ils attendent juste une décision collective de faire les choses différemment.

« Le recyclage se nourrit du jetable et contribue à perpétuer son utilisation »

Flore Berlingen 1 juillet 2020 Usbek et Rica



Militante de l'écologie et des communs, directrice de l'association [Zero Waste France](#), Flore Berlingen a publié le 30 juin [Recyclage, le grand enfumage : comment l'économie circulaire est devenue l'alibi du jetable](#) (éd. Rue de l'échiquier). Avec son accord, nous reproduisons ici des extraits de l'introduction de ce livre qui brise pas mal d'idées reçues sur le recyclage et les imaginaires qu'il véhicule.

Été 2018. De nouvelles informations révèlent l'état de plus en plus préoccupant de la pollution plastique des océans. Face à une opinion publique « antiplastique¹ » qui gagne du terrain, il devient urgent pour les gouvernements européens et les industriels de réagir. (...)

Février 2019. Le gouvernement français et treize géants de l'agroalimentaire² et de la grande distribution signent un [Pacte national sur les emballages plastiques](#). Il consiste en une série d'engagements volontaires – de promesses, donc – de la part des entreprises signataires. (...)

Juillet 2019. La secrétaire d'État auprès du ministre de la Transition écologique et solidaire, Brune Poirson, présente son projet de loi anti-gaspillage pour l'économie circulaire qui ambitionne de « [transformer notre système en profondeur](#) ». (...)

Ces séquences successives ont donné l'impression, ces deux dernières années, d'une prise de conscience des « décideurs » politiques et économiques, en écho à celle du grand public. (...) La surenchère des termes employés brouille les pistes : lorsque le gouvernement annonce vouloir « [stopper le gaspillage](#) », on croirait volontiers à une trajectoire de sortie de l'ère du jetable.

Mais qu'en est-il réellement ?

Toutes les mesures et propositions de ces dernières années concourent à l'*optimisation* de l'exploitation des ressources par le recyclage des matières premières, et non à la *réduction* à la source de leur consommation par la réparation, le réemploi et la réutilisation. Ces deux démarches diffèrent par leur approche et leur objectif : quand la première cherche « à faire de nos déchets des ressources », la seconde vise à « ne pas faire de nos ressources des déchets ». Elles sont pourtant réunies sous l'appellation d'économie circulaire, souvent définie par opposition à une économie linéaire qui extrait des ressources pour produire des biens qui seront ensuite consommés puis jetés. Et ce concept aux connotations optimistes est défendu aussi bien par l'industrie du traitement des déchets, les collectivités locales ou les « start-up à impact » positif que par les militants écologistes. Ces derniers entendent combiner recyclage et réemploi dans le respect d'une hiérarchie stricte, le recyclage n'étant qu'une solution de dernier recours, faisant suite à une utilisation prolongée d'un produit répondant à un besoin jugé prioritaire. Les législations européenne et française reprennent d'ailleurs ce principe de hiérarchie dans la question des déchets³, qui donne théoriquement la priorité à leur réduction.

Le mythe du recyclage à l'infini permet d'éviter toute remise en question sérieuse d'activités économiques surconsommatrices et surproductrices de déchets

Le recyclage apparaît comme la clé du casse-tête de la gestion des déchets. Il semble apporter des réponses simples à des problèmes visibles. *Les déchets sont abandonnés en pleine nature et polluent* : il suffit de les collecter et de les trier. *Leur prise en charge coûte cher* : les producteurs acceptent de s'organiser eux-mêmes pour y contribuer financièrement. *Le jetable consomme beaucoup de ressources non renouvelables* : le recyclage va y remédier et nous faire entrer dans l'économie circulaire. Il a en outre d'autres atouts : économies d'énergie et réduction des émissions de gaz à effet de serre allègent considérablement le bilan environnemental des matières premières recyclées, si on les compare à l'extraction de matières premières vierges.

On a, somme toute, très envie d'y croire. Et si, grâce au recyclage, notre mode de vie occidental devenait tout à coup soutenable, et surtout généralisable ? Ce scénario optimiste, très largement véhiculé de manière implicite ou explicite, est malheureusement irréaliste et potentiellement néfaste. Il agit comme un écran de fumée, à trois niveaux différents que nous nous proposons de décrire dans cet ouvrage. C'est tout d'abord la communication volontariste sur le geste de tri, qui masque les nombreuses autres limites et difficultés du système de recyclage actuel, liées aux choix d'entreprises productrices de biens et d'emballages qui n'assument pas complètement leur « responsabilité élargie ». C'est ensuite le mythe du recyclage à l'infini, utilisé comme un leurre pour éviter toute remise en question sérieuse d'activités économiques surconsommatrices et surproductrices de déchets. C'est, enfin, l'idée trompeuse que le recyclage nous permettrait de rompre avec l'économie linéaire.

En réalité, le recyclage se nourrit du jetable et contribue à perpétuer son utilisation.

NOTES :

1 / Selon les termes de Jean Hornain, directeur général de l'éco-organisme Citeo, dans son rapport d'activité 2018, p. 12.

2 / Auchan Retail France, Biscuits Bouvard, Carrefour, Casino, Coca-Cola European Partners, Danone, Franprix, L'Oréal, LSDH (Laiterie de Saint-Denis-de-L'Hôtel), Monoprix, Nestlé France, Système-U, Unilever.

3 / Il a été introduit en 1991 par la directive n° 91/156/CEE.

La faim pourrait tuer 12 000 personnes par jour à la fin de l'année



Des volontaires de l'association Hunger has no Religion, lors d'une distribution de nourriture à Johannesburg, le 25 mai. Photo Marco Longari. AFP

Selon un rapport d'Oxfam publié ce jeudi, le ralentissement de l'économie et le confinement généralisé risque de pousser 121 millions de personnes vers un niveau critique de faim.

- **La faim pourrait tuer 12 000 personnes par jour à la fin de l'année**

Les effets collatéraux du Covid-19 finiront-ils par devenir plus meurtriers que le virus lui-même ? Pour Oxfam, nous prenons le chemin de ce scénario catastrophe en laissant croître l'insécurité alimentaire. Selon des données du programme alimentaire mondial (PAM) reprises par l'ONG, *«121 millions de personnes supplémentaires pourraient être exposées à la famine à cause des répercussions sociales et économiques de la pandémie»*.

En cause, le chômage de masse, la perturbation des chaînes d'approvisionnement et une réduction de l'aide humanitaire. *«Nous faisons face à un type de crise alimentaire jamais vue. Une part importante de la population de certains pays ne pourra plus accéder à l'alimentation parce qu'elle a perdu ses sources de revenus»*, explique Hélène Botreau, chargée de plaidoyer sur la question de la sécurité alimentaire pour l'ONG. *«On produit suffisamment pour nourrir environ 12 milliards d'habitants. Le vrai problème c'est l'accès physique ou monétaire à l'alimentation»*, rappelle-t-elle.

Dans des pays où la situation était déjà précaire, les mesures prises pour freiner l'épidémie sont porteuses de catastrophes. Au Yémen, 53% de la population souffrait déjà de la faim en 2019. La fermeture des frontières, alors que 90% de la nourriture est importée, et la baisse de 80% des envois de fonds de la diaspora depuis le début de l'année ont encore aggravé le problème. Au Sahel, la fermeture des marchés urbains avec le confinement a eu de lourdes conséquences. Les consommateurs ont vu les prix augmenter, et les agriculteurs n'ont pas eu d'autres choix que de laisser se gâter fruits, légumes et autres produits périssables.

Manque d'aide humanitaire

Pour une dizaine de pays considérés comme particulièrement en danger, comme l'Afghanistan, le Venezuela ou l'Éthiopie, la situation est d'autant plus inquiétante qu'elle risque d'être durable. *«Nous avons recueilli des témoignages d'agriculteurs burkinabés, qui ont commencé à consommer leur bétail ou des réserves de grain qui devaient être utilisés comme semences. Cela aura des conséquences à moyen terme sur leur capacité de production»*, souligne Hélène Botreau.

L'aide humanitaire pourrait en théorie pallier au moins un temps le problème. Mais alors que la pandémie a accru les besoins, les financements s'amenuisent. Selon Oxfam, seulement 9% des fonds requis pour lutter contre l'intensification de l'insécurité alimentaire ont été mobilisés depuis le début de la crise. Si rien ne change, *«le nombre de personnes souffrant de la faim à un niveau critique devrait atteindre 270 millions avant la fin de l'année, soit une augmentation de 82% depuis 2019, prévient l'ONG. Avant la fin de l'année, entre 6 000 et 12 000 personnes pourraient mourir de faim chaque jour, soit potentiellement plus que les victimes du virus d'ici fin 2020»*.

Les pays déjà en difficulté avant l'apparition du Covid-19 ne sont pas les seuls concernés. Des *«foyers de faim»* se sont aussi multipliés dans des puissances émergentes bousculées par la pandémie. En Inde, au Brésil et en Afrique du Sud, le ralentissement de l'économie et [les mesures de confinement ont touché de plein fouet les travailleurs informels](#). Privés de leurs revenus et dépourvus de toute protection sociale, ils ont aussi dû faire face à une augmentation du prix des denrées. En [Afrique du Sud](#) par exemple, *«l'interdiction de la vente alimentaire de rue (dont dépendent quelque 500 000 personnes et qui nourrit 70 % des habitants des bidonvilles) a un terrible impact sur les agriculteurs et sur ce que la population peut acheter et consommer»*.

Hausse du recours aux banques alimentaires

De manière plus générale, les mécanismes de protection sociale n'ont pas été à la hauteur des enjeux. Au Brésil, *«l'aide financière déployée par le gouvernement privilégie les grandes entreprises pourtant mieux armées pour surmonter la crise au détriment des travailleurs et des PME plus vulnérables»*, note ainsi le rapport. L'aide sociale d'urgence n'est venue que plus tard, et reste balbutiante.

Même les pays les plus développés ne sont pas épargnés par ce retour de l'insécurité alimentaire. *«En France aussi, la faim est une réalité qui s'est exacerbée avec le Covid-19, écrit l'ONG. Selon le gouvernement, 8 millions de personnes auront besoin d'ici fin 2020 d'une aide alimentaire, soit 2,5 millions de personnes de plus que l'an dernier»*. Au Royaume-Uni, 7,7 millions d'adultes (sur une population totale de 65 millions d'habitants) ont été contraints de réduire leurs portions de nourriture ou de sauter des repas pendant le confinement. *«C'est alarmant, s'inquiète Hélène Botreau. Ce genre de données est habituellement associé à des pays en voie de développement.»*

Frydman, promoteur infatigable de la PMA

Michel Sourrouille 9 juillet 2020 / Par [biosphere](#)



René Frydman, promoteur infatigable de la PMA (procréation médicalement assistée) : *« Il faut dépasser les diktats idéologiques et religieux d'un groupe qui veut imposer ses croyances à tous sans faire appel à la méthode scientifique. »** En d'autres termes les partisans d'une procréation naturelle ne doivent rien opposer aux techniciens de la fécondité artificielle. Pourtant Frydman reconnaît les inconvénients de la PMA : *« Le problème principal, c'est le faible taux de réussite puisque, in fine, 40 % des couples n'auront pas l'enfant*

désiré. Environ 60 % des embryons obtenus après PMA in vitro ne sont pas aptes à se développer, et ce pourcentage atteint 80 % chez les patientes âgées de 40 ans et plus. Vouloir améliorer les taux de succès est une problématique médicale. Le prélèvement d'une cellule embryonnaire, ou diagnostic préimplantatoire permet l'analyse des chromosomes, mais, à la différence de la plupart des pays européens, cela demeure interdit en France. Il faudrait donc que la loi l'autorise. Le diagnostic de sexe de l'embryon ou d'autres caractéristiques non médicales ne doit pas être autorisé car seule nous intéresse de reconnaître les embryons qui n'ont aucun potentiel de développement. Pour les femmes, l'épuisement physique des femmes et les faux espoirs dévastateurs seront ainsi amoindris. »

La PMA est une [technologie systémique](#), cloisonnée, réalisable uniquement dans une société complexe. Elle n'est pas durable parce qu'elle repose sur des moyens médicaux importants, liés à un taux d'échec non négligeable, et donc seulement à la portée de couples riches ou pris en charge par le reste d'une société très développée. Ce n'est pas ce type de société que l'écologie désire, la PMA ne devrait pas être à l'ordre du jour d'une société consciente des limites de la technique et de la convivialité nécessaire entre ses membres. Une autre manière de se reproduire est à la portée de tout un chacun, faire l'amour tout simplement, en usant de la différenciation des sexes. Une technique simple qui n'a pas besoin de l'assistance de « médecins » pour porter ses fruits.

En toutes choses, il faut savoir raison garder, c'est-à-dire respecter les limites que nous donnent la nature. Sur ce blog, nous nous interrogeons aux événements en tant qu'ils relèvent de la nature et de l'écologie. Or toutes nos activités humaines utilisent une quantité plus ou moins grande de ressources terrestres. Par exemple le sommeil et la méditation sont les activités les plus sobres qu'on puisse pratiquer, et donc les plus écologiques. On peut alors classer les techniques selon leur intensité croissante en ressources mesurées en termes d'énergie. C'est une première méthode. Rester au plus simple dans notre demande d'énergie exosomatique, c'est alléger notre trace sur la planète. Médicaliser la procréation nécessite des spécialistes alors que la fonction de reproduction n'a pas normalement besoin de porteur de chandelles. La possibilité de voir à l'intérieur de l'œuf et d'intervenir au stade le plus précoce, avec la possibilité de modifier les enfants à naître, c'est la voie vers un nouvel eugénisme. Vouloir contourner la sélection naturelle qui a donné la fécondité aux uns et la stérilité à d'autres relève d'une volonté de toute puissance de l'homme, l'*hubris*, liberté de faire tout et n'importe quoi au nom du « désir individuel » pour le plus grand profit du système capitaliste libéral et de ses spécialistes comme Frydman.

MAYDAY MAYDAY MAYDAY

8 Juillet 2020 , Rédigé par Patrick REYMOND

- [36 000 emplois](#) menacés chez [United airlines](#), soit 45 % des effectifs. Bon, on ne va pas les pleurer, ils sont totalement futiles et inutiles. Balader le pékin pour des motifs incertains, ils n'ont qu'à faire comme avant, à pieds.

- [53 % des restaurants](#) US fermés le sont définitivement, ce qui aigüise l'appétit -pas des clients- des grosses chaînes de restaurants, qui, elles, ne sont pas menacées et rêvent même de profiter du moment.

- [La Chine](#), qui a massivement acheté du pétrole ne sait plus franchement où le mettre...

- [On parle d'exode](#) des centre-villes. Et exode durable. Sans doute aussi, la délinquance s'installant, le nombre de trous à merde va t'il notablement s'accroître. On peut en citer un, Minneapolis.

- [Les USA](#) sont une oligarchie et si Trump est victime d'une chasse aux sorcières, c'est qu'il n'était pas autorisé par l'état profond à accéder au pouvoir. Mais ces putains d'électeurs ont décidé le contraire... Rien que pour emm..iéler les importants, et ça, c'est impardonnable.

- [Déboulonnage des statues](#). Albert Einstein était un raciste assumé, Gandhi pédophile, John Fitzgerald Kennedy et Martin Luther King, des obsédés sexuels, Obama distillaient des "discours de haine", du genre "toutes les vies comptent". On peut rajouter que MLK, avec ses discours sur la délinquance des noirs était un nazi, fasciste, raciste et républicain.

- [Une jeune femme](#) est à signaler, pour son courage, son sens moral et son intelligence. Toutes les autres sur la photo sont des connes... [Mais d'autres voix](#) s'élèvent aussi.



Toutes ces connes à genoux devraient passer une petite annonce pour trouver un cerveau en état de marche.

- [Faillites d'entreprises](#), on s'attend au carnage en France.

- [La commission européenne](#) établie un classement des économies les plus touchées. En réalité, je pense que le choc sera le même partout, et même pire en Allemagne, en raison justement, de son externalisation. 50 % de son PIB, sont des exports. Les clients, je les vois plus trop...

- [Visiblement](#), la région IDF renâcle à payer pour les transports, c'est au reste des français de payer selon elle.

- [L'épidémie](#) elle, aime, comme toutes les épidémies, les pauvres, les gens en mauvaise santé, et les noeuds de communication. Elle n'a pas fini de mettre l'économie par terre.

SECTION ÉCONOMIE



Cette fois-ci, les gouvernements ne sauveront pas le monde

Publié le 9 juillet 2020 à 10:00:52 / 1 commentaire / 475 vues

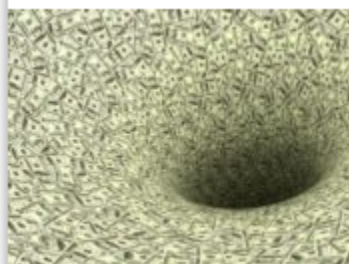
La plupart des gens croient qu'ils seront sauvés par les gouvernements ou les banques centrales. Les gouvernements interviennent depuis des décennies, en imprimant... Lire la suite



Des nouvelles du crash boursier à venir entre le 15 juillet-15 août »!

Publié le 9 juillet 2020 à 12:00:11 / 2 commentaires / 496 vues

On commence à voir poindre les inquiétudes concernant l'arrivée d'une seconde vague qui nécessiterait des confinements. Comme l'a déclaré le nouveau premier... Lire la suite



La richesse mondiale de 325 000 milliards \$ va imploser

Publié le 9 juillet 2020 à 08:00:57 / 5 commentaires / 517 vues

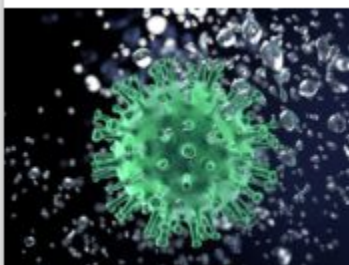
C'est malheureusement le cas du monde entier. Nous découvrirons bientôt que pratiquement toute la richesse est illusoire. La richesse mondiale d'environ 325 000... Lire la suite



99% des investisseurs verront leur richesse anéantie

Publié le 9 juillet 2020 à 06:00:27 / 5 commentaires / 709 vues

Malheureusement, 99% des investisseurs réaliseront trop tard qu'ils auraient dû vendre leurs actions et investir dans l'or. Les investisseurs pensent que les banques... Lire la suite



Coronavirus: la thèse d'une « Seconde Vague » prend de l'ampleur...

Publié le 8 juillet 2020 à 20:30:48 / 12 commentaires / 1 111 vues

Face à l'arrivée de nouveaux cas positifs au Covid-19, plusieurs pays se reconfinent partiellement. La France pourrait également craindre l'arrivée d'une seconde... Lire la suite



Jacques Attali: « Nous risquons de devoir encore faire le choix terrible du confinement général ! »

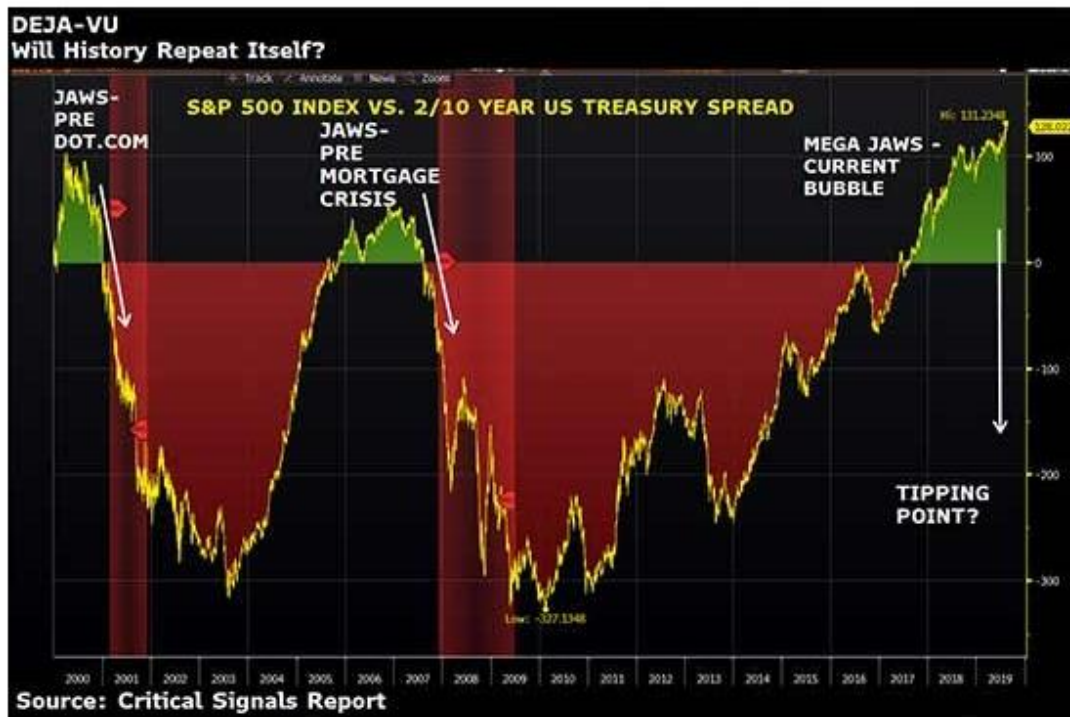
Publié le 8 juillet 2020 à 19:37:55 / 14 commentaires / 3 769 vues

Pour le penseur français, nous devons plus que jamais suivre l'exemple de la Corée du Sud et nous tenir prêts à un retour de l'épidémie. Par ailleurs, il... Lire la suite

Krach boursier majeur imminent

Le 08 Jul 2020 à 19:39:28 / 8 commentaires / 3 688 vues

👍 5 🗨️ 0 ⓘ Noter



Le message de ce graphique est très clair. La situation de surachat des actions, combinée à des taux obligataires extrêmement bas, indique que nous sommes au point de basculement et donc pas loin d'un krach boursier majeur.

L'économie américaine en quatre mots : Néoféodal, Extorsion, Déclin, Effondrement

Charles Hugh Smith Mercredi 8 juillet 2020

Notre société a une structure juridique d'autonomie et de propriété du capital, mais en réalité, il s'agit d'une oligarchie néoféodale.

Maintenant que la pandémie est terminée et que l'économie est à nouveau florissante - comme le dit la bourse - nous nous dirigeons tout droit vers le bon vieux temps de 2019. Pas de quoi s'inquiéter, nous avons retrouvé une trajectoire de plus en plus haute, meilleure chaque jour et à tous égards.

Tout va bien, sauf que la pourriture mortelle au cœur de l'économie américaine n'a même pas été reconnue, et encore moins traitée : chaque secteur de l'économie n'est rien d'autre qu'une forme d'extorsion néoféodale ou une autre.

Faisons tourner la machine à remonter le temps jusqu'à la fin du Moyen-Âge, au plus fort de la féodalité, et imaginons que nous essayons d'acheminer un bateau rempli de marchandises vers la ville la plus proche pour les

vendre. En descendant la rivière, nous sommes constamment arrêtés et nous devons payer pour transiter d'un petit fief à l'autre. Lorsque nous atteignons enfin la ville, nous devons payer un droit d'entrée pour amener nos marchandises au marché.

Notez qu'aucun de ces frais n'était un paiement pour l'amélioration des transports ou pour des services rendus ; c'était simplement de l'extorsion. C'était la structure économique de la féodalité : les petits fiefs percevaient des frais d'extorsion qui finançaient les modes de vie de la noblesse.

C'est pourquoi j'ai longtemps qualifié l'économie américaine de néoféodale : nous payons des frais de plus en plus élevés pour des services qui se dégradent, et non qui s'améliorent. C'est l'essence même de l'extorsion : nous n'obtenons aucune amélioration des biens et services pour l'argent supplémentaire que nous sommes obligés de payer.

Prenons l'enseignement supérieur : les coûts montent en flèche alors que la valeur du "produit" - un diplôme universitaire - diminue. Quelle valeur ajoutée les étudiants reçoivent-ils pour le doublement des frais de scolarité et des droits d'inscription ? La réponse courte est "aucune". Les diplômes universitaires sont en surnombre, et des études ont montré que la majorité des étudiants apprennent remarquablement peu de choses de valeur à l'université.

Comme je l'explique dans mon livre *L'université presque libre et l'économie émergente*, la solution est d'accréditer l'étudiant, et non l'institution. Si l'étudiant a appris très peu, il n'est pas accrédité. Si les étudiants avaient accès aux meilleurs cours magistraux en ligne (presque gratuits) et à des stages en entreprise (presque gratuits ou peut-être même payants), l'apprentissage serait considérablement amélioré et les coûts réduits de 80 à 90 %.

Dans cette structure, il n'est pas nécessaire d'avoir des campus ou une administration coûteux ; toute la structure de l'enseignement supérieur pourrait être largement automatisée grâce à des logiciels, à l'exception des apprentissages sur le lieu de travail qui se concentrent sur des études de cas et des projets du monde réel qui créent de la valeur ici et maintenant.

Prenons l'exemple des soins de santé : la qualité des soins a-t-elle doublé en même temps que les coûts ? Les Américains sont-ils en bien meilleure santé alors que les coûts des soins de santé ont triplé ? On peut dire que la santé globale des Américains a diminué, tandis que les pressions exercées sur les prestataires de soins de première ligne par le fardeau toujours plus lourd de la conformité et de la paperasserie ont augmenté. Qu'en est-il des marteaux de 200 dollars et des avions F-35 de 300 millions de dollars de l'industrie de la défense ? Une fois de plus, les coûts ayant augmenté, on peut dire que la qualité et l'efficacité des produits fournis ont diminué.

Qu'en est-il des services publics au niveau de l'État et des collectivités locales ? S'améliorent-ils à mesure que les taxes et les frais de bric-à-brac augmentent ? Une fois de plus, la qualité des services publics est souvent en baisse, car les taxes et les redevances augmentent à pas de géant.

Secteur après secteur, la qualité des biens et des services a baissé alors que les coûts ont grimpé en flèche. C'est l'apogée du néofeudalisme : les initiés et la nouvelle noblesse écument les fortunes alors que les prix montent en flèche et que la qualité des biens et des services fournis s'effondre.

Regardez l'augmentation des coûts de l'enseignement supérieur, des soins de santé et de la garde d'enfants et demandez-vous si la qualité de ces services a augmenté au même rythme que les prix.

Il ne s'agit là que d'une extorsion néoféodale. Les cartels augmentent les prix et nous sommes obligés de les payer, tout comme les roturiers féodaux ont été obligés de payer.

Mais l'extorsion n'est pas la seule caractéristique du néofeudalisme qui mène à l'effondrement. La lente érosion de l'autonomie des roturiers et de la propriété d'un capital productif et significatif est tout aussi importante. Cette dynamique est étudiée en profondeur dans *L'héritage de Rome : Illuminer l'âge des ténèbres 400-1000*. Cette érosion progressive, presque imperceptible, est l'essence même du néofeudalisme, un processus de transfert du pouvoir politique et économique des roturiers vers une nouvelle aristocratie financière/noblesse. Si nous examinons la "richesse" de la classe moyenne/classe ouvrière (quelle que soit la définition que vous leur donnez, la caractéristique déterminante des deux est la dépendance du travail pour le revenu, par opposition à la vie sur le revenu gagné par le capital), nous constatons que le principal actif du capital est la maison familiale, qui, comme je l'ai expliqué à maintes reprises, est improductive - en substance, une forme de consommation plutôt qu'une source de revenu.

Dans une économie mondialisée et financiarisée, le seul capital qui vaille la peine d'être possédé est le capital mobile, un capital qui peut être déplacé par une simple pression de touche pour éviter la dévaluation ou obtenir un rendement plus élevé.

Le logement et les pensions sont des "capitaux bloqués", des formes de capital qui ne sont pas mobiles à moins d'être liquidés avant que les crises ou les expropriations ne se produisent.

Je suis également frappé par les obstacles toujours plus importants qui s'opposent à la création ou même à l'exploitation de petites entreprises, une forme de capital essentielle, car les entreprises génèrent des revenus et (potentiellement) des plus-values. (La pandémie n'a fait qu'accroître des barrières qui étaient déjà élevées). Le capital et les compétences de gestion nécessaires pour lancer et développer une entreprise légale sont importants, ce qui explique, du moins en partie, pourquoi une nation d'agriculteurs, de commerçants, d'artisans et de négociants indépendants est aujourd'hui une nation d'employés du gouvernement et de grandes entreprises. Quel type de capital peut être acquis par le citoyen moyen aujourd'hui ? Suffisamment pour correspondre à la richesse et au pouvoir politique de la noblesse financière ?

Quant à l'influence politique : une étude récente a révélé que les électeurs avaient très peu de pouvoir aux États-Unis, qui est en fait une oligarchie : Test des théories de la politique américaine : Les élites, les groupes d'intérêt et les citoyens moyens.

Résumé : "Le gouvernement américain ne représente pas les intérêts de la majorité des citoyens du pays, mais est plutôt dirigé par ceux des riches et des puissants, a conclu une nouvelle étude des universités de Princeton et Northwestern".

Le néofeudalisme n'est pas une répétition du féodalisme. C'est une version nouvelle et améliorée de la servitude d'État. Le processus de transition vers le féodalisme a nécessité l'érosion des droits des paysans à posséder des biens productifs, ce qui, dans une économie agraire, signifie la propriété de la terre. La propriété de la terre a été remplacée par diverses obligations envers le seigneur féodal local ou le monastère : travail gratuit pendant des périodes allant de quelques jours à plusieurs mois, participation à la récolte de céréales, etc.

L'autre dynamique clé de la féodalité était le retrait de la paysannerie de la sphère publique. À l'époque pré-féodale (par exemple, sous le règne de Charlemagne), les paysans pouvaient encore assister aux conseils publics

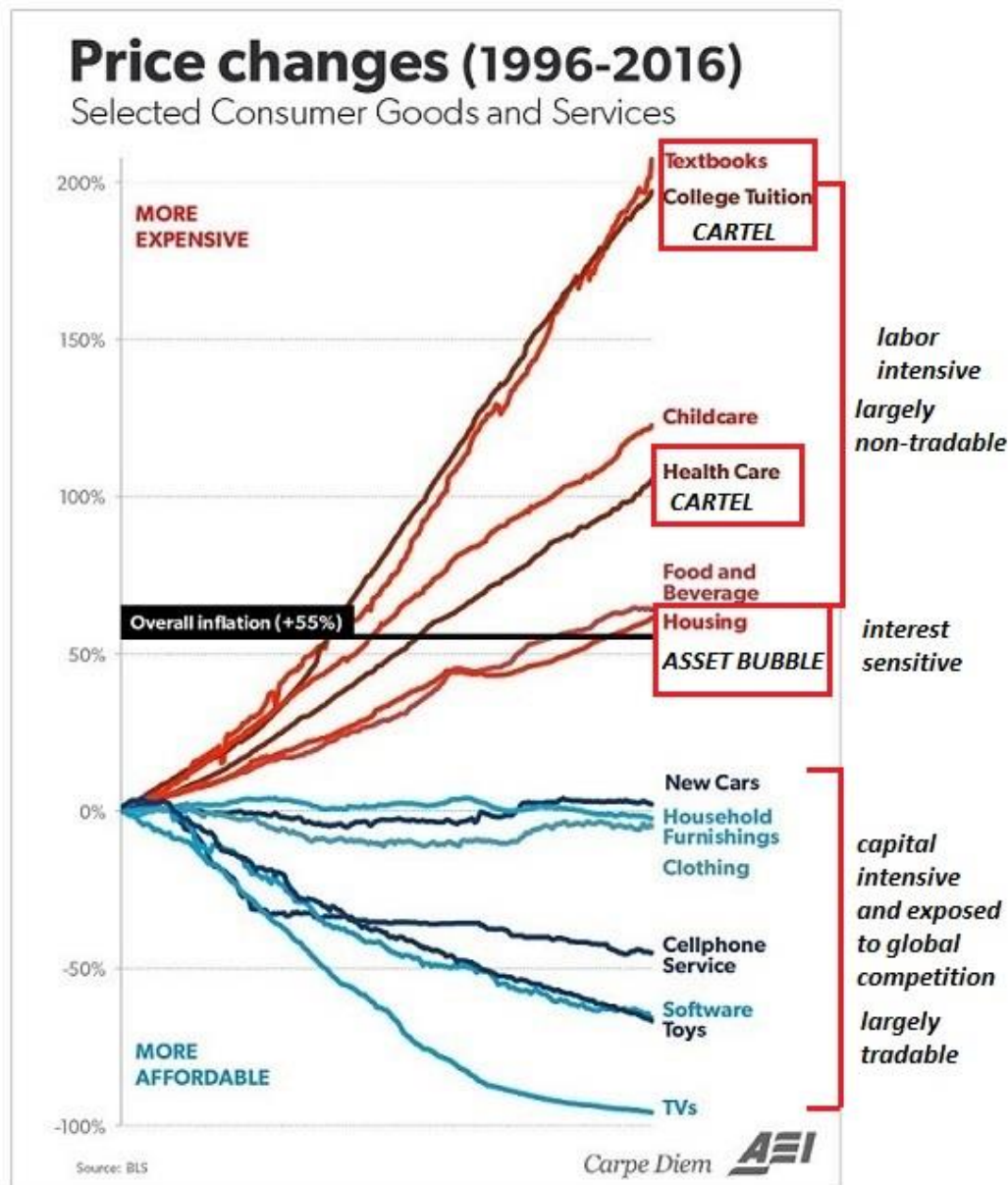
et faire entendre leur voix, et il existait un système judiciaire rudimentaire dans lequel les paysans pouvaient demander réparation aux autorités.

Du point de vue capitaliste, le féodalisme limitait l'accès des serfs aux marchés au comptant où ils pouvaient vendre leur travail ou leurs récoltes. La caractéristique principale du capitalisme n'est pas seulement les marchés, c'est la propriété illimitée des actifs productifs - la terre, les outils, les ateliers, et le capital social des compétences, des réseaux, des associations commerciales, des guildes, etc.

Notre système est néoféodal parce que les non-élites n'ont pas de véritable voix dans la sphère publique et que la propriété du capital productif est indirectement supprimée par le duopole des entreprises d'État.

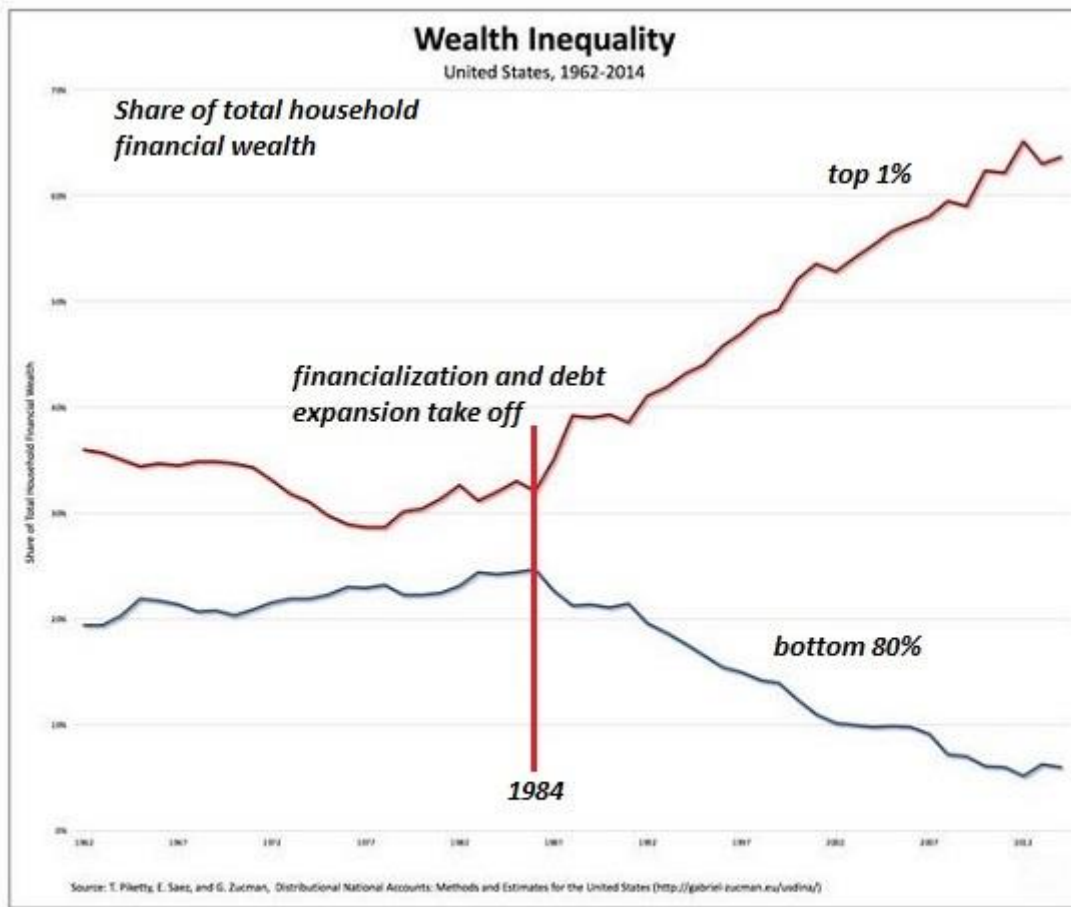
Notre société a une structure juridique d'autogestion et de propriété du capital, mais en réalité, c'est une oligarchie néoféodale. Le déclin est visible, tout comme la trajectoire vers l'effondrement.

L'inégalité et l'effondrement des privilèges



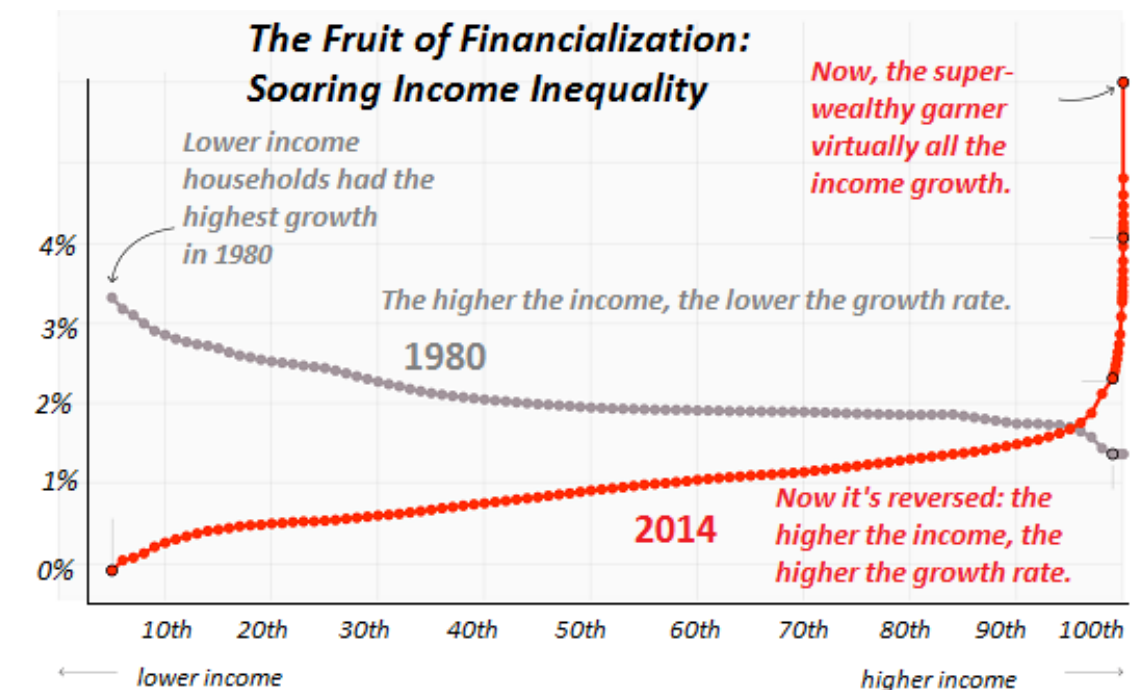
Notes by charles hugh smith www.oftwominds.com 6/18

Pourquoi notre Qup a échoué et pourquoi il est au-delà de la réforme



Financialization, debt-fueled speculation and globalization have enriched the rich.

Nous avons votre inégalité de richesse néoféodale juste ici :



source: New York Times 8/7/17

Des nouvelles du crash boursier à venir entre le 15 juillet-15 août »!

par [Charles Sannat](#) | 9 Juil 2020



https://www.youtube.com/watch?v=LFjUUA4E5qI&feature=emb_logo

On commence à voir poindre les inquiétudes concernant l'arrivée d'une seconde vague qui nécessiterait des confinements.

Comme l'a déclaré le nouveau premier ministre, « il n'y aura pas de reconfinement général comme en mars car le pays ne le supporterait pas socialement ni économiquement »... c'est à la fois vrai et faux. Vrai dans la mesure où c'est l'idée générale. Il s'agit de commencer à progressivement s'habituer à vivre avec le virus en se disant, qu'après tout, les plus fragiles sont déjà morts pendant la première vague, et que donc la suivante, devrait être moins mortelle. C'est d'une grande logique « darwinienne ». Les plus fragiles meurent plus vite. Quand il ne reste plus que les forts, alors l'épidémie peut s'éteindre soit par immunité collective, soit parce que les effets du virus sont nettement moins forts sur les survivants.

Lorsque l'on regarde les chiffres avec attention, on peut espérer qu'un tel phénomène soit à l'oeuvre, car le taux de létalité du virus semble baisser ce qui est une bonne nouvelle dans tous les cas.

Le gouvernement veut donc jouer les confinements locaux, dans les clusters où les capacités hospitalières sont saturées ou en passe de l'être, ou encore pour ralentir la circulation du virus dans la population.

Mais, il y a un mais de taille... c'est que tout dépendra du virus, pas de nos souhaits, de nos envies ou de nos stratégies. Si nous saturons totalement nos capacités hospitalières parce que nous perdons le contrôle de l'épidémie, alors nous risquons le confinement général. Le gouvernement devra donc procéder dans les prochaines semaines à des confinements locaux, pour tenter de ralentir l'épidémie.

C'est d'ailleurs, souvenez-vous ce qui s'était passé avec l'Oise ou l'Est qui avaient été confinés avant les autres parties du territoire.

C'est dans cette ambiance tendue que ...

« Wall Street freinée dans son élan, le virus inquiète »

C'est le titre de cette dépêche de l'AFP qui nous rapporte que « *la Bourse de New York s'est repliée mardi, enregistrant sa première baisse du mois de juillet, dans un marché qui avait jusqu'à présent ignoré la flambée des cas de contamination au coronavirus aux Etats-Unis et dans plusieurs autres pays* ».

Alors que va-t-il se passer pour le crash à venir toujours prévu entre le 15 juillet et le 15 août ?

Et bien la logique est bien à l'oeuvre, et les marchés devront prendre en considération le fait que l'économie mondiale sera durablement perturbée, et donc les profits affectés, et donc les valorisations ajustées.

Nous ne sommes plus dans un monde normal, et les banques centrales sont à la manœuvre. Elles peuvent même se mettre à acheter directement des actions pour éviter l'effondrement des cours comme cela se fait au Japon et ne l'excluent plus ni en Europe, ni aux Etats-Unis.

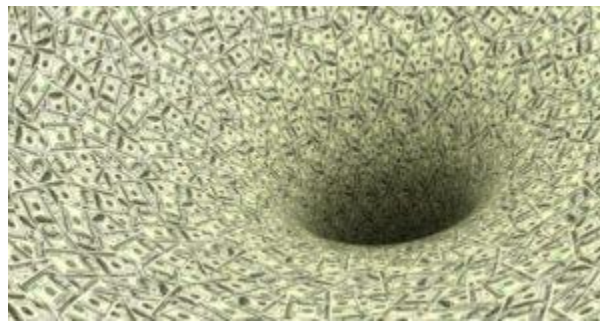
Mais avant d'en arriver là, il serait logique de connaître une seconde jambe de baisse.

N'oubliez pas que la première jambe de baisse en début d'épidémie a mis du temps à se matérialiser alors que tout le monde avait déjà conscience de la gravité de la situation sanitaire et de l'extension de l'épidémie.

N'oubliez pas non plus, que les marchés peuvent rester irrationnels beaucoup plus longtemps que vous ne pourrez rester solvables, raison pour laquelle à titre personnel, les sous du ménage ne sont pas joués en bourse. Jamais. Je ne dis pas que c'est bien, je vous dis que j'ai peu d'actions dans mon épargne et uniquement sur la partie que je peux considérer dès le départ comme définitivement perdue.

La richesse mondiale de 325 000 milliards \$ va imploser

Source: [or.fr](https://www.ort.fr/) Le 09 Juil 2020



C'est malheureusement le cas du monde entier. Nous découvrirons bientôt que pratiquement toute la richesse est illusoire. La richesse mondiale d'environ 325 000 milliards \$ n'est pas réelle, mais juste une illusion créée avec de l'argent factice ou fabriqué. Lorsque la dette mondiale de 250 000 milliards \$ implosera, les actifs soutenus par cette dette imploseront aussi. De plus, au moins 1,5 *quadrillion* \$ de dérivés disparaîtront dans un trou noir. La destruction des actifs signifiera qu'**en termes réels, les actions, les obligations et l'immobilier perdront en moyenne 90-95%**. De nombreux actifs papier s'évaporeront totalement, tandis que certains actifs réels s'en sortiront un peu mieux.

La plupart des Occidentaux étant endettés, ils ne subiront pas d'énormes pertes, mais comme ils ont emprunté de l'argent sur leur maison, ils se retrouveront avec des fonds propres négatifs. Les riches qui possèdent la plupart des richesses du monde subiront naturellement les pertes les plus importantes.

99% des investisseurs verront leur richesse anéantie

Source: or.fr Le 09 Juil 2020



Malheureusement, 99% des investisseurs réaliseront trop tard qu'ils auraient dû vendre leurs actions et investir dans l'or. Les investisseurs pensent que les banques centrales les sauveront à nouveau. Mais comme je l'ai souligné plus haut, cette fois-ci, elles échoueront. Nous allons entrer dans un marché baissier séculaire des actions et de l'économie mondiale qui durera très longtemps et conduira à une destruction massive de la richesse.

Cette fois-ci, les gouvernements ne sauveront pas le monde

Source: or.fr Le 09 Juil 2020



La plupart des gens croient qu'ils seront sauvés par les gouvernements ou les banques centrales. Les gouvernements interviennent depuis des décennies, en imprimant toujours plus d'argent pour soutenir les marchés boursiers ou obligataires, pour la sécurité sociale, les retraites, puis pour sauver les banques et entreprises en faillite. Depuis que les gouvernements ont accès à l'argent gratuit via l'impression monétaire, il existe des ressources illimitées pour résoudre les problèmes financiers. Et désormais, avec 17 000 milliards \$ de dette à taux négatifs, le gouvernement est aussi payé pour emprunter de l'argent. C'est absurde.

Avec les taux négatifs, les gouvernements peuvent emprunter plus que jamais, et ils le feront ! Beaucoup d'investisseurs feront la même chose et investiront des millions ou des milliards dans des projets peu rentables. Ainsi, **avec les taux négatifs, les gouvernements et les banques centrales ne résolvent pas le problème de la dette mondiale, mais l'exacerbent. En essayant de résoudre un problème d'endettement avec plus de dettes, le problème s'aggravera de façon exponentielle avant l'implosion.** En fin de compte, plus personne n'achètera de la dette. Pourquoi acheter un titre de créance d'un gouvernement qui ne le remboursera jamais ou avec de l'argent qui a perdu au moins 99% de sa valeur ?

« Pour la Commission européenne la récession sera plus forte et le rebond moins marqué que prévu ! »

par [Charles Sannat](http://CharlesSannat.com) | 9 Juil 2020

Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,

La Commission Européenne est plus pessimiste pour la zone euro que ce qui était initialement prévu.... ce qui ne nous surprendra pas, puisque l'équipe du grenier de l'éco disait déjà -11 % sur le PIB lorsque nos mamamouchis de Bercy qui ne voyait rien venir tablaient sur un « -0.1 % » de croissance. J'en rigole encore.

Pour la Commission Européenne, il s'avère que la récession est plus profonde que prévue et que le rebond sera moins fort qu'anticipé.

Pour résumer, ça va baisser plus fort et remonter moins vite...

Autant dire que ce n'est pas une bonne nouvelle, mais elle ne nous surprend pas. Voici ce que dit la Commission [source officielle ici](#).

« Prévisions économiques de l'été 2020: une récession encore plus profonde, avec des situations qui deviennent plus divergentes

La pandémie de coronavirus plongera cette année l'économie de l'Union européenne dans une récession profonde, en dépit d'une réponse politique rapide et complète tant au niveau de l'Union que des États membres. Étant donné que la levée des mesures de blocage se poursuit à un rythme moins soutenu qu'anticipé dans nos prévisions du printemps, l'incidence sur l'activité économique en 2020 sera plus importante que prévu.

La pandémie de coronavirus plongera cette année l'économie de l'Union européenne dans une récession profonde, en dépit d'une réponse politique rapide et complète tant au niveau de l'Union que des États membres. Étant donné que la levée des mesures de blocage se poursuit à un rythme moins soutenu qu'anticipé dans nos prévisions du printemps, l'incidence sur l'activité économique en 2020 sera plus importante que prévu.

Selon les prévisions économiques de l'été 2020, l'économie de la zone euro devrait enregistrer une contraction de 8,7 % en 2020, et croître de 6,1 % en 2021. L'économie de l'Union européenne devrait quant à elle se contracter de 8,3 % en 2020 et croître de 5,8 % en 2021. La contraction en 2020 devrait donc être nettement supérieure aux 7,7 % projetés pour la zone euro et aux 7,4 % projetés pour l'ensemble de l'UE dans les prévisions du printemps. La croissance en 2021 sera également un peu moins vigoureuse que celle prévue au printemps.

Valdis Dombrovskis, vice-président exécutif pour une économie au service des personnes, a déclaré : « L'impact économique du confinement est plus fort que ce que nous avons initialement prévu. Nous sommes loin d'être tirés d'affaire et devons faire face à nombreux risques, y compris une nouvelle vague majeure d'infections. En tout cas, les présentes prévisions illustrent parfaitement les raisons pour lesquelles un accord sur notre ambitieux plan de relance, NextGenerationEU, est nécessaire pour soutenir l'économie. Pour cette année et l'année prochaine, nous pouvons nous attendre à un rebond, mais nous devons faire preuve de vigilance à l'égard du rythme différencié de la reprise. Nous devons continuer à protéger les travailleurs et les entreprises et coordonner étroitement nos politiques au niveau de l'UE afin de garantir que nous sortirons plus forts et unis de cette crise ».

Paolo Gentiloni, commissaire chargé de l'économie, a quant à lui déclaré: « Le coronavirus a aujourd'hui coûté la vie à plus d'un demi-million de personnes dans le monde, nombre toujours en croissance (dans certaines parties du monde à un rythme alarmant). Les présentes prévisions montrent par ailleurs les effets économiques dévastateurs de cette pandémie. La réponse politique dans toute l'Europe a contribué à atténuer le coup porté à nos concitoyens, mais la situation continue à créer de plus en plus de divergences, d'inégalité et d'insécurité. C'est pourquoi il est si important de parvenir rapidement à un accord sur le plan de relance proposé par la Commission, afin d'insuffler à nos économies plus de confiance et plus de moyens financiers en cette période si difficile ».

La reprise devrait produire ses effets au second semestre 2020.

L'incidence de la pandémie sur l'activité économique avait déjà été considérable au premier trimestre 2020, même si la plupart des États membres n'ont commencé à introduire des mesures de confinement qu'à la mi-mars. Avec une période d'interruption et de confinement beaucoup plus longue au deuxième trimestre 2020, la production économique devrait se contracter nettement plus que durant le premier trimestre.

Toutefois, les premières données pour mai et juin semblent indiquer que le pire pourrait être passé. La reprise devrait produire ses effets au second semestre de l'année, même si elle devrait rester incomplète et inégale d'un État membre à l'autre.

Le choc pour l'économie de l'UE est symétrique en ce que la pandémie a frappé tous les États membres. Toutefois, tant l'intensité de la baisse de la production en 2020 que la force du rebond en 2021 devraient être sensiblement divergents. Les différences de niveau d'incidence de la pandémie et de vigueur de la reprise dans les États membres semblent désormais devoir être encore plus prononcées que ce qui avait été prévu au printemps.

Perspective inchangée en ce qui concerne l'inflation

Les perspectives globales au sujet de l'inflation ont peu évolué depuis les prévisions du printemps, même si les facteurs d'orientation des prix ont connu des changements importants.

Alors que les prix du pétrole et des denrées alimentaires ont augmenté plus que prévu, l'effet de cette hausse devrait être compensé par les prévisions économiques plus défavorables et par l'effet des réductions de TVA et des autres mesures prises dans certains États membres.

Selon l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), l'inflation dans la zone euro est maintenant attendue à 0,3 % en 2020 et à 1,1 % en 2021. L'inflation pour l'ensemble de l'UE devrait s'établir à 0,6 % en 2020 et à 1,3 % en 2021.

Risques exceptionnellement élevés

Les aléas qui entourent ces prévisions sont extrêmement élevés et surtout de nature baissière.

L'ampleur et la durée de la pandémie, ainsi que les mesures de confinement qui pourraient s'avérer nécessaires à l'avenir, demeurent pour l'essentiel inconnues. La prévision repose sur le postulat selon lequel les mesures de confinement continueront à s'atténuer et qu'il n'y aura pas de «deuxième vague» d'infections. Il existe des risques considérables que le marché du travail subisse des atteintes à long terme plus fortes et plus nombreuses que prévu et que les difficultés de liquidité se transforment en problèmes de solvabilité pour de nombreuses entreprises. La stabilité des marchés financiers est potentiellement menacée et il existe un danger que les États membres ne coordonnent pas suffisamment leurs mesures politiques. Une absence d'accord sur la future relation commerciale entre le Royaume-Uni et l'UE pourrait également entraîner une baisse de la croissance, en particulier pour le Royaume-Uni. De manière plus générale, les politiques protectionnistes et un éloignement excessif des chaînes de production mondiales pourraient également avoir une incidence négative sur les échanges et l'économie mondiale.

Il existe également des aléas haussiers, tels que la disponibilité précoce d'un vaccin contre le coronavirus.

La proposition de la Commission relative à un plan de redressement, axée sur un nouvel instrument intitulé NextGenerationEU, n'est pas prise en compte dans les présentes prévisions étant donné qu'elle doit encore faire l'objet d'un accord. Un accord sur la proposition de la Commission est donc également considéré comme un aléa haussier.

Plus généralement, un rebond plus rapide que prévu ne peut être exclu, en particulier si la situation épidémiologique permet de lever plus rapidement qu'anticipé les restrictions restantes.

Vous noterez les forts facteurs d'incertitudes, à la hausse, comme à la baisse. Soit nous avons un vaccin rapidement, ce que j'appelle les indicateurs de fin de crise, soit nous traînons en longueur cette crise sanitaire avec des confinements et déconfinements en yo-yo ce qui sera mortifère pour la croissance économique.

Tout est possible, raison pour laquelle mieux vaut se préparer au pire en espérant le meilleur !

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

Pour le directeur du FBI la Chine est la « plus grande menace » pour la propriété intellectuelle et la vitalité économique des États-Unis !

par [Charles Sannat](#) | 9 Juil 2020



C'est un secret de polichinelle. Tout le monde savait très bien que la Chine avait institutionnalisé l'espionnage industriel dans le monde entier, avec comme objectif d'acquérir le plus rapidement possible des savoir-faire précieux et des techniques scientifiques de pointe.

La Chine faisait donc son « marché » aussi bien en Europe qu'aux Etats-Unis.

Les Chinois ont parfaitement raison de le faire.

Ils ont parfaitement raison de fermer leur marché et de nous faire ouvrir les nôtres.

Ils ont parfaitement raison de nous demander des transferts de technologies qui aboutissent au fait qu'aujourd'hui la Chine envoie des fusées dans l'espace, construit les meilleurs téléphones et autres smartphones, sans oublier que c'est la Chine qui vend notre première génération de TGV à l'export et pas Alstom qui a d'ailleurs presque entièrement disparu.

Ils ont raison de profiter de notre bêtise, de notre vision court-termiste, ou encore de notre vénalité.

Ils sont forts uniquement parce que nous sommes faibles, et il n'y a rien à reprocher aux Chinois, pas plus désormais aux Américains, qui font le constat cruel et douloureux, posent les mots sur leurs maux, et c'est ce que vient de faire sans ambiguïté le directeur du FBI.

La Chine est un problème et une menace stratégique pour l'Amérique.

L'Amérique a une manière bien à elle de régler les menaces stratégiques, et c'est rarement, vous le savez, dans la dentelle, que procèdent les « Yankees ».

Charles SANNAT

Le directeur du FBI désigne le pays qui représente «la plus importante menace» pour les USA

Alors que l'administration Trump a adopté ces derniers mois un ton très critique envers la Chine, le directeur du FBI a accusé le 7 juillet Pékin de contre-espionnage et d'espionnage économique se produisant «toutes les dix heures» en niant néanmoins une «menace spécifique» pour l'élection présidentielle du 3 novembre.

La Chine cherche à devenir la seule superpuissance mondiale en détrônant les États-Unis avec une «campagne de vol et d'influence malveillante» dirigée par son gouvernement, a déclaré mardi 7 juillet Christopher Wray, directeur du FBI, lors d'une intervention au cercle de réflexion Hudson Institute à Washington.

Ainsi, selon lui, le contre-espionnage et l'espionnage économique de la Chine représentent la «plus grande menace à long terme» pour les informations et la propriété intellectuelle, ainsi que pour la vitalité économique des États-Unis, et donc pour la sécurité du pays.

«La campagne d'influence pernicieuse de la Chine vise nos politiques et nos positions 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, 365 jours par an», a-t-il déclaré.

En rejetant néanmoins une «menace spécifique» pour l'élection présidentielle du 3 novembre, il a affirmé que ces pressions «permanentes» présentaient «évidemment des implications pour les élections».

Des accusations de vol de secrets technologiques

Lors de son allocution, le chef du FBI a plus longuement décrit les efforts croissants de Pékin pour s'approprier les secrets technologiques américains.

«Sur dix ans, on a assisté à une hausse de 1.300% des dossiers d'espionnage économique impliquant la Chine», a-t-il assuré, en évoquant «l'un des plus importants transferts de richesses de l'histoire humaine».

Au millier de dossiers de ce type s'ajoutent plus de 1.000 autres enquêtes liées à du vol de données personnelles, à des intrusions dans la recherche universitaire ou à des pressions sur des dissidents réfugiés aux États-Unis, a-t-il détaillé.

«On en est arrivé au point où le FBI ouvre une nouvelle enquête de contre-espionnage liée à la Chine toutes les dix heures», a-t-il assuré avant de poursuivre: «En ce moment-même, la Chine travaille à compromettre [...] la recherche américaine sur le Covid-19».

Le programme chinois «Fox Hunt» fustigé

Christopher Wray a réservé une critique particulière à l'opération «Fox Hunt» de la Chine, une campagne extraterritoriale lancée par Xi Jinping qui, selon lui, vise à rapatrier en Chine les ressortissants chinois vivant à l'étranger considérés comme des menaces pour le gouvernement du pays.

«Nous parlons de rivaux politiques, de dissidents et de critiques cherchant à dénoncer les nombreuses violations des droits de l'Homme en Chine», a-t-il indiqué avant d'ajouter: «Le gouvernement chinois veut les forcer à retourner en Chine, et les tactiques chinoises pour y parvenir sont choquantes».

Les accusations d'ingérence dans l'élection présidentielle américaine avaient déjà été rejetées par certains responsables chinois qui avaient déclaré que le pays n'y avait aucun intérêt.

En outre, Zhao Lijian, le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, a qualifié lundi 25 mai d'infondés les propos du conseiller du Président Trump, Robert O'Brien, selon lesquels la Chine pourrait tenter de voler le futur vaccin américain contre le Covid-19.

«La Chine a réalisé de grands progrès dans le domaine de la création d'un vaccin contre le Covid-19, nous n'avons pas besoin de regarder les États-Unis», a indiqué le diplomate lors d'un point presse avant d'ajouter: «la Chine est prête à partager son expérience dans le domaine de la création d'un vaccin et à renforcer la coopération internationale dans ce domaine».

Source Agence de presse russe [Sputnik.com](https://sputnik.com) [ici](#)

Humeur: L'objectif n'est pas de gagner le combat contre les forces de régression mais de maîtriser le peuple, de le maintenir dans la dépendance .

Bruno Bertez 9 juillet 2020

A force de vouloir faire le malin on fait n'importe quoi.

La destruction des économies par les confinements était facultative, c'était non pas une décision politique, mais une décision de panique, de sauve-qui-peut de pseudo dirigeants qui ont eu peur quand ils ont constaté les erreurs colossales qu'ils avaient commises en février et mars.

Ils n'ont pas eu le bon jugement, ils ont nié l'importance de ce qui se passait en Chine, ils ont négligé de commander des masques, ils ont menti et donné les mauvais exemples. Ils ont incité les citoyens à l'imprudence. Témoin l'imbécilité de Macron au théâtre!

Jamais ils n'ont mené une vraie politique d'information et d'explication. Les messages émis sont restés publicitaires, simplistes, idiots et très peu informatifs.

Que dire de l'affirmation criminelle de Sibeth qui a affirmé devant toute la France que le virus ne se propageait pas dans l'air, qu'il n'était pas aéroporté alors que les spécialistes commençaient déjà à dire le contraire et que ce jour l'OMS confirme que ce virus est bien aéroporté, et que c'est son principal mode de transmission, plus encore que le toucher.

Dès le mois de mars les virologues suisses m'ont expliqué qu'il devait être aéroporté et qu'il valait mieux le considérer comme tel en attendant confirmation scientifique. La porte parole du gouvernement, avec culot a prétendu le contraire comme si il s'agissait d'un savoir dont elle était détentrice et ceci rien que pour justifier une soi disant inutilité des masques.

Que dire de l'imbécilité qui a consisté à ne pas expliquer que les pièces fermées étaient dangereuse et que 9 cas sur 10 de transmission se faisaient dans des pièces fermées?

Une bonne information, une vraie information de bonne foi, orientée vers les individus aurait permis d'éviter les mesures scélérates qui ont été prise pour masquer l'incurie.

Il ne leur est pas venu à l'idée que face à une épidémie le meilleur niveau de lutte se situe non pas au niveau national mais au niveau décentralisé, au plus proche du terrain et que l'action de base doit être menée au niveau individuel: il faut informer, former, responsabiliser les individus. Pas les parquer.

Ils ont déclenché une psychose afin de se dédouaner de leurs incompétences.

On a préféré mentir et infliger des spots publicitaires débiles à la population puis ensuite la punir!

Un beau gâchis.

Le confinement a détruit l'économie. Et ce n'est pas fini.

Pire il a détruit beaucoup d'autres choses: la confiance, le moral, l'humeur, il a plongé le pays dans un sentiment bizarre: les gens n'ont plus d'allant, plus envie de travailler, plus envie de prendre des risques. Ce gouvernement stupide a cassé un ressort, brisé quelque chose, qui certes n'est pas facilement définissable, mais est néanmoins bien réel.

Ainsi nombre de petites entreprises n'ont pas envie de rouvrir leurs portes, de partir à la retraite, nombre de salariés préfèrent prendre leurs vacances et attendre la rentrée.

Le gouvernement a relancé l'assistanat! C'est redevenu le sport national!

Fonctionnaires, socialistes, dans l'âme, il ne leur est pas venu à l'idée que face à une pandémie, le meilleur niveau de lutte se situe non pas au niveau national mais au niveau décentralisé, au plus proche du terrain et que l'action de base doit être menée au niveau individuel: sur la base d'une prise en charge personnelle.

Ils ont déclenché une psychose socialisante, infantilisante afin de se dédouaner de leurs incompétences.

je soutiens que les dégâts psychologiques et sociaux sont considérables et j'attache plus d'importance à ces facteurs non quantifiables qu'aux chiffres des enquêtes et des sondages.



Pour comble de tout, pour couronner l'ineptie, voilà un chef d'état qui, n'ayant rien compris, rien appris, casse le moral des français en proclamant que la rentrée sera terrible! Il n'a pas compris que fermer les perspectives, certes le dédouanait mais décourageait. Les gens ont besoin d'un minimum d'enthousiasme, ils ont besoin de voir la lumière au bout du tunnel et que fait celui prétend être le chef ? Il éteint les lumières, menace de reprendre l'imbécilité de la réforme des retraites etc etc!

L'action du gouvernement ne vise pas le succès, le redressement, la redynamisation non ce qu'elle vise c'est la résignation, l'obéissance. L'objectif n'est pas de gagner le combat contre les forces de régression mais de mâter le peuple, de le maintenir dans la dépendance .

Comment voulez-vous qu'un pays retrouve de l'allant, se mobilise quand on lui promet ... la merde à perte de vue.

Conseils aux petits entrepreneurs. Le maître mot: fragilisation. Le vrai choc est à venir.

Bruno Bertez 9 juillet 2020

Les PME, TPE exploitations individuelles, artisans, auto entrepreneurs sont dans le trou. Un beau trou bien profond qui a été creusé par l'incurie du pouvoir lequel a décidé le confinement.

Ce pouvoir ne cherche pas votre bien ou votre survie, ce qu'il cherche c'est à publier des chiffres macro-économiques qui vont masquer la réalité de la situation.

Pour cela bien sûr comme d'habitude il va vouloir que vous augmentiez vos dettes c'est à dire que vous creusiez un trou plus profond.

Ce qui les intéresse, c'est le global, leur intérêt. Pas le votre. Et leur intérêt c'est que cela continue, fut-ce au prix de votre fragilisation actuelle et de votre ruine future.

Leur intérêt aussi c'est la concentration , ils veulent que les gros mangent les petits.

Ils veulent que vous creusiez un trou plus profond qui vous rendra dépendants et ficelés pour l'avenir; les banques ont le même objectif, personne ne pense à votre bien et à celui de votre famille.

Que faut-il faire dans une logique de survie bien comprise?

L'idée de base c'est de ne pas se faire d'illusion et de ne pas parier sur un redressement, encore moins sur la croissance. Il n'y aura pas de reprise en « V », le plus probable est une reprise en « L » en Europe.

Non il faut rééquilibrer votre entreprise sur les bases actuelles, il faut la rendre viable sur la base de ce que vous savez et que vous constatez.

Ne faites pas comme Bruno Le Maire qui fait le pari que la croissance paiera , elle ne paie jamais, mais lui il a la planche à billets pour payer, vous, vous ne l'avez pas.

Il faut d'abord survivre en tant que unité économique c'est à dire penser que c'est votre vie sociale qui est en péril.

Ne donnez pas vos biens personnels en gage ou en garantie, surtout pas.

Licenciez le personnel excédentaire, faites ce que vous pouvez faire vous-même ou en famille repliez les voiles, vous les redépliez plus tard si nécessaire.

Réduisez votre train de vie familial à l'essentiel pour pouvoir faire le gros dos.

Ne faites pas la bêtise de tricher avec l'Administration ou le fisc, vous serez pendu haut et court sans pitié. Ils ont tous les moyens vous n'en avez aucun.

Utilisez les aides publiques à minima, car ensuite viennent les contrôles.

Coupez tous les investissements, investir c'est un pari sur le futur or on ne parie pas sur un futur incertain ou sur des promesses.

La première des choses est de conserver sa trésorerie

Retenez ceci le pire est à venir. L'addition de la crise sanitaire et financière reste à payer et c'est vous qui la paierez.

Le tissu est devenu très très fragile.

Le nombre de défaillances d'entreprises en France a atteint un niveau historiquement bas au deuxième trimestre grâce aux mesures de soutien mises en place par les pouvoirs publics , mais **cette résistance apparente s'accompagne d'une fragilisation préoccupante des PME et ETI** de plus de 50 salariés, selon une étude publiée jeudi par le cabinet d'études Altares.

Sur la période avril-juin, 5.766 entreprises ont été placées en redressement ou liquidation judiciaires ou ont fait l'objet d'une procédure de sauvegarde, soit un plongeon global de 53,3% par rapport au printemps 2019, « probablement jamais vu depuis le début des années 1980 », souligne Altares dans un communiqué.

Au total, 10.000 entreprises ont ainsi échappé à la défaillance en comparaison du premier semestre 2019 et « ces chiffres paraissent (...) invraisemblables au regard de la force de la crise » liée au nouveau coronavirus, observe Thierry Millon, directeur des études chez Altares, cité dans le communiqué.

« En réalité, c'est l'aménagement des textes réglementaires qui a permis cette étonnante résistance des entreprises. Sans cette adaptation du droit et l'aide des pouvoirs publics, des dizaines de milliers d'entreprises seraient tombées dès ce deuxième trimestre, beaucoup disposant de moins de trente jours de liquidité pour faire face aux dépenses immédiates », ajoute-t-il.

La tendance globale en trompe-l'œil ne doit donc pas faire ignorer la situation inquiétante des entreprises de plus de 50 salariés dont le niveau de défaillances croît de 15,7%, souligne Altares en précisant qu'à l'inverse de la réduction de moitié du nombre de défaillances par rapport au printemps 2019, le nombre d'emplois menacés a dans le même temps nettement progressé pour atteindre 43.400 (+ 2.400).

Ce bon du compteur des emplois menacés a notamment été alimenté par les procédures ouvertes au cours des dernières semaines pour des entreprises de taille intermédiaires (ETI), par exemple La Halle, Camaïeu, Celio, Orchestra, ou encore Naf Naf dans le secteur de l'habillement.

Avec une moindre représentation des très petites entreprises (TPE) dans les défaillances au cours des derniers mois par rapport à la situation habituelle, le ratio moyen d'emplois menacés par défaillance est ainsi passé de 3,3 à 7,5 au deuxième trimestre, note Altares.

Défaillances allemandes

Par [Michel Santi](#) juillet 7, 2020



Comment faire encore confiance à la gouvernance allemande quand ses réglementations et systèmes de surveillance sont si déficients ? Celle qui fut la «fintech» la plus en vue de ces dernières années – Wirecard AG – a implosé ces derniers jours car c’est environ 2 milliards de dollars censés figurer à son bilan qui, en fait, n’existaient. Ont-ils jamais existé ? En l’espace de quelques jours seulement, Wirecard a ainsi subi une déchéance accélérée, se transformant d’entreprise visionnaire symbole d’une Allemagne aux avant-gardes en montage frauduleux éclaboussant à son passage et le régulateur et son auditeur qui avait ignoré les signaux avant-coureurs et qui n’avait même plus (semble t il) révisé ses comptes depuis 3 ans. La BAFIN, «Bundesanstalt fuer Finanzdienstleistungsaufsicht», organisation de surveillance étatique allemande de l’industrie a beau qualifier cette déroute de «désastre total», elle fut assez rapidement nuancée par le Ministre des Finances en personne qui assura que les régulateurs accomplissaient un «travail très dur et avaient fait le job».

Scandales à la chaîne

Ce qui aurait été recevable et admissible si Bayer ne venait pas de régler à coup de 12 milliards de dollars son contentieux avec le système judiciaire américain. Après Volkswagen qui avait dû payer 30 milliards. Après Siemens, qualifiée de «gang criminel» s’étant acquittée de près de 2 milliards en 2008 pour des accusations d’escroquerie. Si une autre entreprise – Cum-Ex- n’était aujourd’hui sur le devant de la scène pour un des plus grands scandales financiers du pays mêlant fraude fiscale à des stratégies de trading opaques. Doit-on évoquer enfin le cas de Deutsche Bank enlisée dans nombre d’affaires, dont certaines très politiques et sensibles où se retrouve le nom et les intérêts de Donald Trump ?

Urgence absolue

Je pose donc à nouveau la question : Comment faire encore confiance à la gouvernance allemande quand autant de pratiques contestables et condamnables au fil de ces années n’ont pas abouti à une intensification quantitative et qualitative de la surveillance et de la réglementation ? Et aussi quand ces affaires furent quasiment toutes révélées par des juridictions et instances non allemandes ? Le schéma fut en effet quasiment identique à chaque fois car c’est l’Etat allemand qui dut réagir, enquêter et apporter des réponses à des dossiers ayant échappé à son contrôle, et même à sa connaissance. Ce pays donc doit mener aujourd’hui et dans l’urgence une réflexion profonde, l’image des entreprises allemandes – toutes tailles et spécialisations confondues – risquant d’être ternies pour les années à venir.

Banques centrales + transition énergétique : la fin de l’économie de marché ?

Est-ce "la fin de l'économie de marché ?" s'interroge le plus sérieusement du monde le service des études de la [Banque Natixis](#). Trois raisons principales sont avancées par les analystes, à commencer par l'intervention massive des banques centrales, ce qui a pour conséquence que les prix des actifs sont déconnectés de leur valeur fondamentale et du niveau du risque. Il suffit de voir comment les marchés actions dans le monde performant et sont en train d'effacer le krach du 12 mars déclenché par la crise du coronavirus, comme s'ils semblaient complètement insouciants du coup d'arrêt que vit l'économie réelle. Nous dénonçons ici depuis longtemps la politique nocive des banques centrales, il est heureux de constater que cette crainte semble de plus en plus partagée.

La deuxième raison est les réglementations, obligations et interdictions prescrites par la "transition énergétique", le nouveau graal des politiques, surtout en Europe il est vrai, Donald Trump ayant décidé d'en sortir (d'où la plus forte croissance que connaissaient les États-Unis). L'énergie, le transport, l'habitation, sont touchés et contraints en leur cœur par cette déferlante bureaucratique et fiscale, les logiques de marchés reculent d'autant.

Troisième et dernière raison : les relocalisations volontaristes et les tentations protectionnistes qui vont entraver, là encore, les mécanismes de marché. Bien sûr, il ne faut pas être naïf lorsque l'on commerce avec la Chine ou d'autres nations qui usent de pratiques déloyales (vol de propriété intellectuelle, protectionnisme masqué, etc.), mais la relocalisation industrielle viendra d'une baisse des impôts, d'une meilleure formation des personnes et d'une lutte contre la bureaucratie plutôt que par des subventions publiques et des barrières douanières.

Ce qui symbolise le mieux ces tendances, notamment les deux premières, est Tesla : l'entreprise bénéficie à la fois de la planche à billets des banques centrales qui font monter les cours de bourses, et des subventions publiques déversées dans le monde entier en faveur de la voiture électrique. Résultat, Tesla est devenu le premier constructeur automobile au monde par la capitalisation (plus de 200 milliards de dollars), c'est-à-dire sa valeur en Bourse, détrônant Toyota, alors que dans "l'économie réelle", en 2019, l'américain a vendu 370.000 véhicules et le japonais 10 millions. Inutile de préciser que Tesla a effacé le krach du 12 mars et bat record sur record. Si les banques centrales stoppaient leurs rotatives et si les États décidaient d'arrêter les frais, sa valeur tomberait à zéro mais, heureusement pour Elon Musk, on n'en prend pas le chemin.

Fondamentalement, il faut bien le comprendre que faire tourner la planche à billets et étendre les subventions et les réglementations, cela revient à fabriquer une gigantesque bulle, à mettre toute l'économie en apesanteur, à repousser les mécanismes de marché pour leur substituer une logique verticale et bureaucratique. On sait comment se terminent ces illusions, que ce soit l'économie soviétique, celle du Zimbabwe ou du Venezuela : par la ruine générale dans laquelle l'hyperinflation se mêle à l'effondrement de la production et des revenus. À quoi se raccrocher dans une telle situation ? Aux actifs non frelatés, au premier rang desquels l'or physique, exempt de toute corruption.

Il faut aussi, chacun à son niveau, défendre les idées de liberté et lutter contre cette emprise bureaucratique et ce voile monétaire, avec l'objectif que nos dirigeants changent de direction. Cependant, comme disait le dramaturge et critique irlandais George Bernard Shaw : *"On doit choisir soit de faire confiance à la stabilité naturelle de l'or, soit de faire confiance à l'honnêteté et à l'intelligence des membres du gouvernement. Avec tout le respect que je dois à ces dignes personnages, je vous conseille fortement de voter pour l'or."*

La crise du coronavirus a encore intensifié la guerre contre le cash (2/2)

rédigé par [Claudio Grass](#) 9 juillet 2020

La dématérialisation de la monnaie par les Etats trouve une illustration saisissante en Chine, où le gouvernement passe à l'étape supérieure : la mise en place d'une monnaie entièrement numérique.



[Comme nous l'avons vu hier](#), avec la crise du coronavirus, les mesures visant à supprimer l'argent liquide se multiplient...

Le CDC (Centre américain pour la prévention et le contrôle des maladies) recommande officiellement aux employés du secteur de la distribution « d'encourager les clients à utiliser les options de paiement sans contact ».

Un rapport de la Banque mondiale a insisté sur la nécessité de recourir aux paiements électroniques [au nom de la « sécurité collective »](#). La banque centrale des Emirats Arabes Unis encourage l'utilisation des services de banque en ligne ainsi que les paiements électroniques « en tant que mesure de protection de la santé et de la sécurité des habitants des Emirats Arabes Unis ».

La Banque d'Angleterre a déclaré que les billets de banque pouvaient véhiculer des « virus et bactéries » et recommande à la population de se laver les mains après avoir manipulé de l'argent liquide.

Au mois de mars, l'agence Reuters a publié une dépêche révélant que la Réserve fédérale américaine avait isolé les billets en dollars américains qu'elle avait rapatriés d'Asie et que la banque centrale sud-coréenne poursuivait la même politique, pendant que le gouvernement chinois forçait les banques à désinfecter les billets et à les garder dans un coffre-fort pendant une période de 14 jours avant de les remettre en circulation.

[Vive la Chine ?!](#)

Cependant, le point marquant fut la publication au mois de mai par le Forum économique mondial sur son site officiel d'un article pour défendre l'adoption généralisée des moyens de paiement électroniques au nom de la santé publique.

Dans cette publication, les auteurs affirment que « les technologies de paiement sans contact sur le lieu de vente, telles que la reconnaissance faciale, les QR Codes ou les interfaces NFC de paiement par smartphone, peuvent permettre de réduire le risque de propagation du virus au travers des échanges d'argent liquide. »

Ils ont également applaudi les efforts de la Chine en matière de numérisation des paiements et semblent voir ce pays ainsi que les mesures qu'il a mises en place comme un modèle à suivre :

« La stratégie suivie par la Chine pour permettre le développement des moyens de paiement électroniques offre des enseignements utiles aux autres pays qui voudraient suivre la même voie. »

Etant donné que de nombreux gouvernements occidentaux risquent en effet de « vouloir suivre la même voie, » examinons ensemble de plus près [ce modèle chinois tellement acclamé](#) et ce qu'il implique réellement.

La monnaie à cours légal 2.0

Le mouvement de numérisation dans tous les aspects de l'administration, de la société et de l'économie chinoise [n'a rien de nouveau](#) et a débuté bien avant l'émergence du nouveau coronavirus.

Le tristement célèbre système de « crédit social » déployé en Chine a fait les gros titres il y a quelques années. L'empressement du gouvernement à utiliser les nouvelles technologies, internet et toutes sortes de systèmes électroniques pour surveiller les moindres faits et gestes de ses citoyens a longtemps fait l'objet de vives critiques de la part de la communauté internationale, des organisations de défense des droits de l'Homme, des partisans du droit à la vie privée et des défenseurs de la liberté d'expression.

A présent, cependant, l'Etat possède une excuse pour accélérer ses efforts en direction de l'adoption généralisée des systèmes de paiement électronique et de l'abandon de l'argent liquide.

Dans une large mesure, cette digitalisation des paiements a été une tâche beaucoup facile en Chine, étant donné que les paiements électroniques étaient déjà très largement utilisés. Plus de 80% des consommateurs utilisaient les applications de paiement sur mobile en 2019, d'après le cabinet de conseil en gestion Bain – une situation très différente de celle des Etats-Unis où moins de 10% des consommateurs ont adopté cette technologie.

Etant donné que la population avait déjà accepté cette nouvelle forme de paiement, le gouvernement a lancé une nouvelle initiative avec pour objectif de contrôler également les moyens de paiement. Un nouveau « yuan numérique » a donc été introduit. Cette nouvelle devise à cours légal, qui était en cours de développement depuis plus de cinq ans, a été déployé au mois d'avril dans quatre villes chinoises, avec pour objectif une adoption rapide à l'échelle nationale afin de remplacer entièrement les pièces et billes à cours légal.

Ce système, dénommé [Digital Currency Electronic Payment \(DCEP\)](#) [devise numérique de paiement électronique], sera déployé par le biais des quatre principales banques publiques chinoises. Les citoyens pourront l'utiliser en téléchargeant une application mobile de porte-monnaie électronique approuvée par la Banque populaire de Chine (BPC) et qui sera reliée à leur compte bancaire.

Un phénomène d'une importance capitale

En apparence, cela semble fonctionner exactement comme l'ancienne devise. Elle est émise et garantie par la BPC ; sa valeur est la même que celle des billets de banque traditionnels ; et grâce à un partenariat avec Alipay et WeChat Pay qui contrôlent ensemble 80% du marché national des paiements électroniques, elle pourra être utilisée pour acheter n'importe quoi et recevoir des paiements de n'importe qui d'autre.

En fait, les salaires de certains fonctionnaires ainsi que des subventions publiques sont déjà versées par le biais de cette nouvelle devise, qui est directement créditée sur le portefeuille électronique du bénéficiaire.

D'après *Le Quotidien du Peuple*, l'organe de presse officiel du gouvernement chinois, la nouvelle devise doit permettre de simplifier les transactions domestiques et le commerce, mais elle permettra également de faciliter les transactions à l'international.

Ce que cela signifie est très clair : il s'agit d'une nouvelle tentative de remettre en cause le statut du dollar américain en tant que [devise internationale de référence](#), après que le projet de « nouvelle route de la soie » a échoué à réellement faire avancer les choses dans la direction qu'espérait le gouvernement chinois.

La stratégie consistant à dépenser des sommes considérables en yuans à l'étranger a bien permis de renforcer, dans une certaine mesure, l'influence chinoise sur les pays en voie de développement, mais elle est loin d'avoir permis de « détrôner » le dollar et de faire du yuan une devise de référence internationale. Cette nouvelle initiative fonctionnera peut-être plus efficacement, en particulier compte tenu du fait que la Chine bénéficie ici d'un avantage en tant que « premier arrivé ».

Entrer en premier dans cette arène des « monnaies numériques à cours légal » est d'une importance capitale – et le moment choisi pour son lancement n'est en rien une coïncidence.

La conception et le déploiement de la monnaie numérique chinoise ont été significativement accélérés suite à l'annonce par Facebook de son projet de lancement du libra, étant donné que l'Etat chinois souhaitait à tout prix éviter d'être devancé par une grande entreprise technologique privée. En fait, le yuan numérique ressemble au libra sur de nombreux points.

Plus important encore, aucune des deux n'est une cryptomonnaie, puisque par nature une cryptomonnaie doit être décentralisée et permettre des transactions directement entre utilisateurs, sans intermédiaire ou intervention d'une partie tierce. Dans le cas de ces monnaies numériques, l'émetteur constitue une partie tierce et toutes les transactions passent par l'intermédiaire d'un système totalement centralisé qui contrôle et peut accéder à l'ensemble des données.

Autre événement important qui n'avait rien d'une coïncidence : l'interdiction par le gouvernement chinois il y a quelques années des *initial coin offerings* (ICOs), ainsi que la mise en place d'un véritable carcan réglementaire sur les cryptomonnaies et les investisseurs en cryptomonnaies, rendant ces activités extrêmement difficiles au sein du pays. Le risque de concurrence potentielle de la part du secteur privé a ainsi été réduit à néant par le gouvernement, laissant le champ libre à sa propre monnaie numérique.

En avant les histoires !

rédigé par [Bruno Bertez](#) 9 juillet 2020

Le monde produit les idées qui lui conviennent au moment « m » – pas étonnant, donc, de voir fleurir en ce moment dettes, déficits et TMM...

[Comme nous l'avons vu hier](#), le système actuel est fondé sur la dette. Or un tel système, décapitalisé, tout en levier est hyper fragile : les pertes sur les créances des uns se diffusent en chaîne sur les actifs des autres, et le château de cartes s'écroule, la cohorte de dominos se couche – jusqu'à ce qu'on arrive au niveau du bilan du centre, c'est-à-dire le bilan du couple banque centrale/gouvernement.

Un système de capitalisme financier débouche toujours sur la socialisation, sur l'exposition du centre et pour finir – c'est inéluctable –, sur la destruction de la monnaie et la mise en péril de l'ordre social.

Dire qu'il n'y avait pas d'autre choix est un mensonge. C'est bien entendu faux ; c'est de la pensée monopolistique de groupe qui s'inscrit dans le droit fil de tout ce qui est fait depuis la mise en place du capitalisme financier.



Guidé par la dette

L'entrée dans le capitalisme de la dette réduit les choix possibles dans tous les domaines. Cela place les autorités dans une position où elles n'ont justement plus d'autorité car elles sont otages, soumises au chantage perpétuel.

A chaque fois, il faut prendre la solution qui évite l'écroulement de l'édifice. Peu à peu tout devient imposé, guidé par la dette.

La dette, c'est l'argent mort, le travail mort. Le drame, c'est que le mort impose sa loi au vif jusqu'à l'asphyxier. Il est dommage que les commentateurs ne le disent pas !

Dans un monde moins noyé dans la dette, beaucoup d'autres politiques auraient été possibles – soit en termes sanitaires, soit en termes économiques. Par exemple on aurait pu décréter un moratoire de tous les engagements financiers pendant une période donnée, une sorte de suspension, une période blanche si on veut, avec financement des dépenses de l'Etat en Théorie monétaire moderne (TMM). Mais la financiarisation et le socialisme qui en découlent empêchent toute réflexion *outside the box* !

On pare au plus pressé

On remarquera que ce qui a été mis en place et décidé l'a été non dans le cadre d'une stratégie de long terme avec examen des conséquences non voulues et des possibilités futures de revenir à la normale. Non, on a simplement paré au plus pressé.

A la fin des fermetures économiques un peu partout dans le monde, que la pandémie soit terminée ou non, la question est de savoir si cette augmentation des dépenses et des dettes publiques peut se poursuivre et si les niveaux d'endettement du secteur public vont pouvoir finalement être maîtrisés et réduits.

Après la fin de la Grande récession de 2009, l'opinion dominante des gouvernements et des économistes était que le niveau de la dette publique était trop élevé et que cela nuirait aux taux de croissance économique et/ou même engendrerait une nouvelle crise financière.

Les meilleurs économistes comme Rogoff et Reinhart ont fait valoir qu'il y avait des preuves historiques au cours des siècles montrant que lorsque les ratios d'endettement public étaient supérieurs à 90% du PIB, la probabilité d'un krach financier était très élevée.

Il a été généralement admis à l'époque que des mesures pour contrôler les dépenses publiques et augmenter les impôts, afin que les déficits budgétaires soient réduits et même éliminés pour réduire le niveau de la dette, étaient nécessaires pour assurer une croissance économique durable à l'avenir.

Ce point de vue austéritaire dominait. Le point de vue keynésien apparemment alternatif selon lequel, dans un marasme, « les déficits et la dette n'ont pas d'importance » a été rejeté, parfois même par les keynésiens.

Les dettes n'ont pas d'importance ?

Cette fois-ci, les choses semblent différentes. Les gouvernements – à l'exception des Allemands – ne parlent pas de « contrôler » les finances du secteur public. Dans l'ensemble, ils semblent à l'aise avec des gouffres de long terme.

Il semble maintenant admis que le secteur public est là pour renflouer durablement le secteur privé lorsqu'il est en difficulté.

Je vous ai toujours dit que ce ne sont pas les idées des soi-disant théoriciens qui gouvernent le monde. Non, le monde se gouverne en fonction de ses déterminations et de sa logique ; il est donc normal que le monde actuel produise les idées qui lui conviennent.

Ces idées, forcément, doivent aller dans le sens de l'Histoire. Les dettes n'ont pas d'importance !

Selon Paul Krugman et Lawrence Summers, des niveaux d'endettement élevés ne seront pas en eux-mêmes un problème pour les économies avancées. Ils suggèrent même que de nouvelles hausses de la dette seraient souhaitables, car cela contribuerait à inverser la tendance à la stagnation séculaire en Europe et aux Etats-Unis.

Vers la dette perpétuelle

L'une des principales raisons de leur optimisme est que le coût annuel du service de la dette sera inférieur au taux de croissance nominal de l'économie. Hmm ! On va vers la dette perpétuelle.

La position keynésienne la plus extrême, qui est maintenant très populaire, est que même la gestion des niveaux d'endettement n'a plus d'importance.

La TMM estime que tant qu'il y a sous-activité et capacités disponibles dans l'économie capitaliste, c'est-à-dire du chômage, les gouvernements peuvent dépenser indéfiniment – et les banques centrales peuvent les soutenir en « imprimant de l'argent » sans risque de défaillance ou d'effondrement financier.

Toutes ces élucubrations sont fausses, archi-fausse ; elles oublient l'essentiel. Dans pareil système, qu'advient-il du taux de profit du capital total, productif et fictif, et de la productivité, si la pourriture n'est plus jamais éliminée ?

Comme le dit le slogan Playmobil : en avant les histoires !

Un « progrès » qui étouffe la croissance

rédigé par [Bill Bonner](#) 9 juillet 2020

Les marchés américains sont « valorisés pour la perfection »... mais il y a bien peu de chances que le pays connaisse des conditions « parfaites » dans les mois (et les années) qui viennent...



Nous voyons des gens prendre parti : certains abattent les statues de propriétaires d'esclaves... d'autres abattent les statues d'anciens esclaves.

Dans la mesure où l'argent est notre sujet, nous ne pouvons nous empêcher de nous poser des questions. Les actions et les obligations américaines sont « valorisées pour la perfection ». En d'autres termes, elles sont à des sommets historiques.

Sauf que ce n'est peut-être pas la perfection qui nous attend. Pas même le « bof-bof »... le médiocre... ou la mention « assez bien ».

A l'intention de nos nouveaux lecteurs, s'il y en a, nous allons expliquer pourquoi la « perfection » est d'après nous un pari aux probabilités très minces.

Surveillez les schémas

Toutes les choses vivantes ont un cycle de vie. Les marchés, les sociétés et les entreprises. Nous ne connaissons aucune exception.

Les grandes nations suivent elles aussi des schémas, disait Lord Byron, poète anglais du XIXème siècle. Elles commencent avec la liberté, puis passent par la gloire, la richesse, le vice, la corruption... et enfin la barbarie.

Notre hypothèse, aujourd'hui, est que l'on peut dire où l'on se trouve dans le cycle en se basant sur les statues : est-ce qu'on les dresse ou est-ce qu'on [les déboulonne](#) ? Elles sont installées lorsqu'un pays célèbre ses héros. Elles sont mises à bas lorsqu'il se retourne contre ses anciens dieux et sombre dans la barbarie.

De grandes espérances

Le week-end dernier, c'était la fête nationale aux Etats-Unis ; cela a fait remonter de vieux souvenirs. [Il y a 50 ans](#) le mois dernier, nous sommes entré dans le monde – tout frais diplômé de l'université.

Le monde était bien différent à l'époque. Nous ne devions rien à personne. Nous n'avons pas eu de problème pour trouver un emploi. Nous ne pouvions pas imaginer que notre trajectoire de vie irait ailleurs que « vers le

haut », pour le reste de notre vie (même si nous n'avions pas la moindre idée de comment nous y prendre pour cela). Et nous étions motorisé.

Le moteur en question n'était pas exactement de qualité Corvette. Légèrement modernisé, il équipait une camionnette Chevrolet '52, retapée par un ami dans son jardin à Albuquerque. Il ronronnait comme un chaton.

Mais il était à cran. Le démarreur à six volts n'arrivait pas à le lancer. Nous devions faire attention à nous garer en hauteur... pour pouvoir pousser le véhicule en descente, embrayer et le faire démarrer.

En dépit de ces humbles débuts, nous avions de grandes espérances.

Le progrès semblait inévitable. La richesse semblait inéluctable. Nous nous rappelons le sentiment de liberté – libre d'aller où nous le voulions et de faire de ce nous voulions.

[La grippe de Hong Kong a traversé le pays cette année-là](#), tuant 100 000 personnes (des personnes âgées en majorité, tout comme le Covid-19). Mais la vie a continué : pas de masques. Il n'y avait pas non plus de fouilles au corps dans les aéroports, ni même de contrôle technique pour les voitures.

La musique des années 1960 était elle aussi pleine d'énergie et d'innovation – les Doors, les Beach Boys, les Rolling Stones (avant la mort de Brian Jones), les Beatles – *Sympathy for the Devil... California Dreamin'... Yesterday...*

C'était une époque excitante... avec rien que de la hausse devant nous.

Le début de la fin

Nous étions loin de nous douter que le pays avait déjà [entamé son agonie](#). En 1968, les Etats-Unis s'étaient lancés dans une longue et triste série de guerres impossibles à gagner à l'étranger. Trois ans plus tard, ils commenceraient à imprimer de la fausse monnaie pour les financer.

En 1968, nous gagnions 5,25 \$ de l'heure grâce à un job d'été consistant à repeindre des tours de télévision à Baltimore. C'était le salaire le plus élevé que nous ayons trouvé (il était dangereux de travailler à une telle hauteur) – mais nous avions besoin d'argent pour payer nos frais de scolarité (nous travaillions comme gardien de nuit dans un hôtel pour avoir une chambre gratuite, et nous faisions la plonge dans une maison d'étudiants en échange de repas).

Si l'on convertit notre salaire en or, pour avoir une mesure stable, une semaine de travail suffisait à acheter six onces d'or. Aux prix actuels du métal jaune, cela reviendrait à être payé – en espèces qui plus est – 10 662 \$ par semaine. Pas mal pour un étudiant, non ?

Un progrès ?

Aujourd'hui, même si l'étudiant obtient un travail bien payé sur un chantier, il n'obtiendra que 25 \$ de l'heure environ. Soit 1 000 \$ par semaine... à peine plus d'une demie-once d'or. [En termes de vrai argent](#) – le métal jaune – il a perdu plus de 9 000 \$.

A ce rythme, impossible de financer ses études avec des petits jobs. L'université du Nouveau-Mexique n'est pas exactement Harvard... mais son site nous informe qu'un nouvel étudiant devrait s'acquitter de 40 204 \$ par an, dont 10 000 \$ pour être nourri et logé.

Soustrayez la nourriture et le logement (si on peut encore travailler dans des hôtels et des maisons d'étudiants), il reste tout de même une facture de 30 000 \$. Même si l'on pouvait épargner 1 000 \$ par semaine durant les 12 semaines d'été, il manquerait malgré tout 20 000 \$.

Si l'on emprunte les 20 000 \$ par an... à la fin de quatre années d'études, on se retrouve avec une dette de 80 000 \$.

Ajoutez à cela le confinement... les guerres commerciales... le déboulonnage de statues... les milliers de milliards de dollars de fausse monnaie... les prêts pour la voiture, la maison, la consommation... et l'on obtient une image bien différente de nos années pattes d'eph' insouciantes.

Comme le souligne [l'économiste George Gilder](#), « le prix-temps » (le temps qu'il faut travailler pour payer une livre de betteraves ou un gigaoctet de mémoire informatique) ne cesse de baisser. Pas pour l'éducation universitaire, cependant : 12 semaines estivales suffisaient à payer les frais de scolarité pour une année en 1969. Ce n'est plus le cas en 2020.

Le progrès, en d'autres termes, n'est pas garanti – pas même avec le « prix-temps ». [Une génération apprend.](#) La suivante oublie. L'une érige des monuments. L'autre les démolit.